



Laurence Baratier-Negri

Valéry Giscard d'Estaing & le Royaume-Uni

Le rendez-vous manqué avec l'Europe ou le Brexit annoncé



SORBONNE UNIVERSITÉ PRESSES

Crise économique, choc pétrolier, mondialisation... au tournant des années 1970, la relation franco-britannique prend un nouveau départ.

La France et le Royaume-Uni, anciennes grandes puissances devenues moyennes, doivent affronter les mêmes défis de la concurrence internationale et de la crise énergétique. Pour les deux pays, l'Europe apparaît comme un multiplicateur de puissance. Le Royaume-Uni adhère à la Communauté économique européenne. Valéry Giscard d'Estaing, nouvellement élu en 1974, prend la tête de la relance du vieux continent. Il pose les bases de la future Union européenne, en créant notamment le système monétaire européen, ancêtre de l'euro.

Le bilatéral avec le Royaume-Uni est alors réactivé, au service des deux dynamiques de la période, la mondialisation et l'intégration régionale. Sous l'impulsion du président français, de nouvelles enceintes se mettent alors en place, tels le G7 et le Conseil européen. Un calendrier international s'impose, dans lequel s'inscrivent des négociations qui s'emboîtent selon des jeux d'échelles que Paris et Londres expérimentent ensemble pour peser sur la scène internationale. La relance de l'entente cordiale se heurte cependant à un obstacle de taille : l'Europe.

Le retour sur cette période à la fois proche et lointaine permet de mettre à jour les permanences dans les calculs et arrières pensées britanniques qui mèneront au Brexit en 2016.

Illustrations de couverture :

Haut : James Callaghan reçoit Valéry Giscard d'Estaing à la résidence de Chequers, le 13 décembre 1977 (Photo © Central Press/Hulton Archive/Getty Images)

Bas : Margaret Thatcher & Valéry Giscard d'Estaing lors d'un sommet franco-britannique à Londres le 19 novembre 1979, Royaume-Uni (Photo © Jacob SUTTON/Gamma-Rapho via Getty Images)

ISBN de ce document :

979-10-231-3469-8

<http://sup.sorbonne-universite.fr>

VALÉRY GISCARD D'ESTAING
& LE ROYAUME-UNI

Musique et politique en Allemagne, du III^e Reich à l'aube de la guerre froide

Élise Petit

Exils intérieurs. Les évacuations à la frontière franco-allemandes (1939-1940)

Olivier Forcade, Mathieu Dubois, Johannes Großmann,

Fabian Lemmes & Rainer Hudermann (dir.)

Jacques Foccart: archives ouvertes (1958-1974). La politique, l'Afrique et le monde

Jean-Pierre Bat, Olivier Forcade & Sylvain Mary (dir.)

La Grande Guerre des assiettes

Jean-Pierre Chaline (dir.)

Nicholas John Spykman, l'invention de la géopolitique américaine. Un itinéraire intellectuel aux origines paradoxales de la théorie réaliste des relations internationales

Olivier Zajec

Les Gendarmeries dans le monde, de la Révolution française à nos jours

Jean-Noël Luc & Arnaud-Dominique Houte (dir.)

De Munich à Dantzig. Journal (30 août 1938-18 août 1939)

Paul de Villelume; édition établie par Simon Catros

Génération politique. Les « années 68 » dans les jeunesses des partis politiques en France et en RFA

Mathieu Dubois

Émile Guillaumin, paysan-écrivain bourbonnais, soldat de la Grande Guerre

Nadine-Josette Chaline

La guerre des polices n'a pas eu lieu. Gendarmes et policiers, co-acteurs de la sécurité publique sous la Troisième République (1870-1914)

Laurent López

Sortir de la guerre

Michèle Battesti & Jacques Frémeaux (dir.)

Les Guerres balkaniques 1912-1913

Jean-Paul Bled & Jean-Pierre Deschodt (dir.)

L'Aéronautique militaire française outre-mer (1911-1939)

Jean-Baptiste Manchon

Penser le système international (XIX^e-XXI^e siècle).

Autour de l'œuvre de Georges-Henri Soutou

Éric Bussièrre, Isabelle Davion, Olivier Forcade & Stanislas Jeannesson (dir.)

Laurence Baratier-Negri

Valéry Giscard d'Estaing & le Royaume-Uni

Le couple franco-britannique
sur la scène internationale
de 1974 à 1981

Ouvrage publié avec le concours de Sorbonne Université

Les SUP sont un service général de la faculté des Lettres de Sorbonne Université.

ISBN de l'édition papier : 979-10-231-0616-9

© Sorbonne Université Presses, 2018

Édition numérique : © Sorbonne Université Presses, 2023

Important : les illustrations sont absentes de la version numérique.

Maquette : Patrick Van Dieren

Mise en pages : FACOMPO ROUEN

Adaptation numérique : Emmanuel Marc Dubois/3dzs

SUP

Maison de la Recherche

Sorbonne Université

28, rue Serpente

75006 Paris

tél. : (33) (0)1 53 10 57 60

sup@sorbonne-universite.fr

<https://sup.sorbonne-universite.fr>

ABRÉVIATIONS ET SIGLES

ACP (pays)	pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (signataires de la convention de Lomé)
ADMAE	archives du ministère des Affaires étrangères en France
AIE	Agence internationale de l'énergie (OCDE)
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
BNOC	British National Oil Corporation
CAP	Centre d'analyse et de prévision
CCEI	Conférence sur la coopération économique internationale
8 CEA	Commissariat à l'énergie atomique
CECA	Communauté économique du charbon et de l'acier
CED	Communauté européenne de défense
CEE	Communauté économique européenne
Coreper	Comité des représentants permanents de la Communauté
CPE	coopération politique européenne
CSCE	Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe
DEA	dialogue euro-arabe ou, selon le contexte, Department of Economic Affairs
ECU	unité monétaire européenne
Euratom	Communauté européenne de l'énergie atomique
Eurodif	European Gaseous Diffusion Uranium Enrichment Consortium
FECOM	Fonds européen de coopération monétaire
FED	Fonds européen de développement
FEDER	Fonds européen de développement régional
FEOGA	Fonds européen d'orientation et de garantie agricole
FMI	Fonds monétaire international
FCO	Foreign and Commonwealth Office
FO	Foreign Office (ministère des Affaires étrangères en Grande-Bretagne)
GEIP	Groupe européen indépendant de programme
G7	groupe des Sept, sommet économique mondial

GATT	<i>General Agreement on Tariffs and Trade</i> (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce)
GFN	Groupe des fournisseurs nucléaires
INFCE	International Nuclear Full Cycle Evolution
MBFR	Mutual and Balanced Force Reductions
MCM	montants compensatoires monétaires
NA	National Archives, Archives nationales de Grande-Bretagne (Kew, Londres)
NPC	Nuclear Power Company
NMC	négociations commerciales multilatérales
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ONU	Organisation des Nations unies
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique Nord
PAC	Politique agricole commune
PREM	<i>Prime Minister's Papers</i>
PUS	<i>Permanent Under-Secretary</i> , chef de la diplomatie britannique
RFA	République fédérale d'Allemagne
SALT	Strategic Arms Limitation Talks
SGCI	secrétariat général des Affaires Européennes
SME	Système monétaire européen
Stabex	Système de stabilisation de recettes d'exportation (des ACP et des PTOM)
TNP	Traité de non-prolifération
UCE	Unité de compte européenne
UEM	Union économique et monétaire
UEO	Union de l'Europe occidentale
UKAEA	United Kingdom Atomic Energy Authority
WED	Western European Department
ZEE	zone économique exclusive (zone de 200 milles)

La reine Elisabeth II
& Valéry Giscard d'Estaing,
lors de sa visite à Londres
en 1976

PREMIÈRE PARTIE

**Les acteurs
de la relation franco-britannique**

CENTRALISATIONS & HIÉRARCHIES

La France et la Grande-Bretagne ont en commun une grande tradition diplomatique. Les Britanniques peuvent se targuer de posséder l'une des meilleures diplomaties du monde¹. Cet atout repose notamment sur le personnel et la continuité : lorsque le gouvernement change, les fonctionnaires conservent leur poste. L'importance de la diplomatie pour les deux pays est encore renforcée après 1945. En effet, les deux puissances coloniales sortent affaiblies de la guerre et affrontent les problèmes de décolonisation. À travers leur diplomatie, elles vont s'efforcer de retrouver une place sur la scène mondiale. L'évolution de la situation internationale leur permet de revendiquer ce rôle grâce à la thématique de la défense du monde libre². Pour atteindre cet objectif, une politique de coordination et de centralisation s'avère indispensable. Celle-ci se traduit dans l'espace : une « géographie de l'influence » peut être observée auprès du président de la République en France et auprès du ministre des Affaires étrangères en Grande-Bretagne. Comment la structure élaborée autour du processus de décision est-elle perçue par l'« Autre » ? Pour les États engagés dans la construction européenne, le passage de la diplomatie bilatérale à une diplomatie multilatérale entraîne une évolution dans la formulation des politiques extérieures. En France comme en Grande-Bretagne, on observe « une dispersion des centres et des processus de décision³ ».

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE FRANÇAISE, UN « DOMAINE RÉSERVÉ » DE L'ÉLYSÉE RECONNU PAR LA DIPLOMATIE BRITANNIQUE

Une « monarchie nucléaire »

Pour illustrer l'idée de la concentration dans la personne du président de la République du rôle principal dans la politique étrangère, le terme de « monarchie nucléaire⁴ » est utilisé. Le président de la République est le responsable de la

1 Claire Sanderson, *Perfide Albion ? L'Affaire Soames et les arcanes de la diplomatie britannique*, Paris, Publications de la Sorbonne, coll. « Internationale », 2011.

2 *Ibid.*

3 Samy Cohen, « La formulation de la politique extérieure », dans Françoise de La Serre, Jacques Leruez & Helen Wallace (dir.), *Les Politiques étrangères de la France et de la Grande-Bretagne depuis 1945. L'inévitable ajustement*, Paris/New York, Presses de la fondation nationale des Sciences Politiques/Berg, 1990, p. 245-275.

4 *Id.*, *La Monarchie nucléaire. Les coulisses de la politique étrangère sous la V^e République*, Paris, Hachette, 1986.

politique étrangère d'après la Constitution de la V^e République. C'est son « domaine réservé ». Ainsi, les directeurs de cabinet et les premiers secrétaires généraux de l'Élysée sont des diplomates⁵. Sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing, « le domaine réservé » s'affirme : le président travaille avec une équipe restreinte et principalement avec le secrétaire général de l'Élysée⁶. Il est secondé par un conseiller diplomatique qui joue un rôle primordial⁷. Le journaliste britannique Charles Hargrove⁸ distingue l'équipe élyséenne de celle du Premier ministre britannique remarquant qu'avec Valéry Giscard d'Estaing, « l'équipe de conseillers passe de vingt-sept à dix-sept. C'est l'organe de proposition, d'impulsion et de décision ; cerveau de l'exécutif, il est beaucoup plus étoffé que le petit Private Office (dix personnes) qui remplit le même rôle auprès du Premier ministre britannique⁹ ». À cette équipe restreinte s'ajoutent un conseiller aux affaires économiques internationales, un conseiller pour les affaires africaines et malgaches et le chef de l'état-major particulier, qui, placé au cœur de l'information, remplit de plus en plus une fonction de coordination. Ce dernier est chargé de transmettre l'information et de faire la liaison entre le président, le ministre de la Défense et l'État-Major des Armées pour tous les problèmes d'ordre militaire¹⁰. La présidentialisation de la politique étrangère est due également aux critères de recrutement de cette équipe : l'« entourage » du chef de l'État comprend quarante-neuf collaborateurs choisis par lui en toute liberté. Leur parcours est proche de celui du président : issus pour la moitié de l'ÉNA, beaucoup ont choisi ensuite le ministère des Finances¹¹. Le contrôle rapproché de l'« entourage » est également lié au fait que Valéry Giscard d'Estaing connaît personnellement la grande majorité de ses conseillers. Ainsi,

5 Maurice Vaïsse, *La Puissance ou l'influence ? La France dans le monde depuis 1950*, Paris, Fayard, 2009.

6 Claude Pierre-Brossolette de 1974 à 1976 ; Jean François-Poncet de 1976 à 1978 ; Jacques Wahl de 1978 à 1981.

7 Gabriel Robin de 1974 à 1979 ; Philippe Leclercq de 1979 à 1981.

8 Charles Hargrove est né à Gênes en 1922, de père anglais et de mère française. Lieutenant de l'armée britannique en 1944-1945, il entre au *Times* comme correspondant à Berlin, Tokyo, Bonn puis Paris. Il a côtoyé toute la classe politique européenne pendant près de cinquante ans. Il est considéré comme le journaliste étranger qui connaît le mieux Valéry Giscard d'Estaing. C'est un personnage intéressant pour les relations franco-britanniques car il incarne un point de vue « anglo-européen » : anglais jusqu'au bout des ongles pour les Français et francophile et meilleur spécialiste de la France pour la presse britannique.

9 Charles Hargrove, *L'Autre Giscard. Valéry Giscard d'Estaing vu par un Anglais*, Paris, Éditions J. A., coll. « Le sens de l'histoire », 1981.

10 Samy Cohen & Marie-Claude Smouts (dir.), *La Politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1985.

11 Frédéric Tristram, « Un instrument politique mal assumé ? L'entourage de Valéry Giscard d'Estaing à l'Élysée de 1974 à 1981 », *Histoire@politique*, n° 8, « Les entourages des chefs de l'État de Mac-Mahon à Valéry Giscard d'Estaing », Gilles Le Béguec & Christine Manigand (dir.), mai-août 2009, en ligne : <http://www.histoire-politique.fr/index.php?numero=08&rub=dossier&item=80>, consulté le 24 novembre 2017.

des liens anciens existent avec Jean Sérisé¹², le fidèle conseiller du président ou avec Claude Pierre-Brossolette, son camarade de l'Inspection. La politique étrangère élyséenne se caractérise d'autre part par un allègement de la structure, « Valéry Giscard d'Estaing renonçant à la double structure qui existait avant lui (de Gaulle et Pompidou avaient divisé les services de l'Élysée en deux organismes, le secrétariat général et le cabinet¹³) ». Cet allègement participe à l'évolution vers une centralisation de la structure. Le secrétaire général de l'Élysée et le secrétaire adjoint y jouent un rôle prépondérant. Valéry Giscard d'Estaing raconte : « J'entends derrière moi le bruit d'une porte qui s'ouvre. Je me retourne. C'est le secrétaire général de la présidence de la République Jean François-Poncet qui entre dans mon bureau. De toutes les personnes travaillant à l'Élysée il est le seul à pouvoir venir ainsi sans prévenir¹⁴. » Le président rappelle le rôle essentiel de Claude Pierre-Brossolette, secrétaire général de 1974 à 1976, soulignant qu'« à l'époque, le secrétaire général de l'Élysée ne s'occupait que des affaires internationales. Ils se voyaient tous les jours. Le secrétaire général recevait les ambassadeurs ; il triait les télégrammes à lui présenter ; il avait un bureau au même étage que lui¹⁵ ». Ce dernier point traduit une géographie de l'influence, commune à la France et à la Grande-Bretagne : le pouvoir s'inscrit dans l'espace. Il s'agit de ne pas être situé trop loin du président. Yves Cannac dispose par exemple d'une position stratégique, à l'entrée du bureau présidentiel¹⁶.

Le rôle du secrétaire général est étroitement encadré par Valéry Giscard d'Estaing. Jean François-Poncet, qui occupe le poste de secrétaire général de 1976 à 1978¹⁷, précise dans ses mémoires que « le secrétaire général est un chef d'état-major, le gardien d'une tour d'observation. Il rapporte au président informations et impressions, reçoit ceux qui ont des messages confidentiels à faire passer au président ; c'est un filtre ; il n'a aucun pouvoir de décision¹⁸ ». Il montre également comment le président contrôle la structure, en empêchant celle-ci de fonctionner de manière trop autonome : « Valéry Giscard d'Estaing nous recevait toujours en tête-à-tête ; il ne voulait pas que nous tenions des réunions entre nous, craignant que le secrétariat général ne devienne une entité

12 Très proche collaborateur de Giscard, Jean Sérisé est chargé de mission auprès du président. À ce titre, il bénéficie d'une position très particulière.

13 Frédéric Tristram, « Un instrument politique mal assumé ? », art. cit.

14 Valéry Giscard d'Estaing, *Le Pouvoir et la vie*, t. III, *Choisir*, Paris, Le Livre de poche, 2007, p. 357.

15 Valéry Giscard d'Estaing, entretien du 20 septembre 2012 (annexe 1, p. 313).

16 Ancien élève de l'ÉNA, Yves Cannac est nommé en 1973 directeur de cabinet adjoint de Valéry Giscard d'Estaing lorsque ce dernier est ministre de l'Économie et des Finances puis secrétaire général adjoint de l'Élysée en 1974.

17 Jean François-Poncet sera ensuite secrétaire d'État auprès du ministre des Affaires étrangères avant d'être nommé ministre des Affaires étrangères, du 29 novembre 1978 au 22 mai 1981.

18 Jean François-Poncet, *37, quai d'Orsay. Mémoires pour aujourd'hui et pour demain*, Paris, Odile Jacob, 2008.

autonome¹⁹. » Le secrétaire général confirme que les principales décisions sont prises par Valéry Giscard d'Estaing. Il témoigne du fait que la politique étrangère giscardienne repose sur les contacts personnels et que le président ne lui rendait pas compte du résultat de ses échanges.

Regards croisés

22 Les Britanniques ont fort bien compris le fonctionnement hiérarchique et centralisé de l'Élysée. Ainsi, le Foreign Office respecte le « domaine réservé » du président : lorsque le Premier ministre français Jacques Chirac tente de contourner l'Élysée pour rentrer en contact direct avec les diplomates britanniques, le Foreign Office se méfie. Il craint de perdre sa crédibilité. Ainsi, en 1975, le département, en consultation avec l'ambassade britannique, se pose la question de nouer des contacts avec le Premier ministre Jacques Chirac, futur président potentiel. Mais la prudence l'emporte et lorsque les consultations régulières sont mises en place à la suite de la visite d'État de 1976, le Foreign Office souligne que « la déclaration²⁰ ne doit pas aborder la question du développement des contacts avec le Premier ministre français » et rappelle la caractéristique française du « domaine réservé »²¹. En effet, le Premier ministre se consacre davantage aux questions intérieures. Le président ne lui demande pas toujours son avis, même s'il joue un rôle certain dans le processus de décision. Il assiste notamment à tous les conseils restreints élyséens et joue un rôle de préparation et de coordination des choix en matière de défense nationale et lors des négociations communautaires importantes. Il dirige d'autre part le Comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne ainsi que le secrétariat général de la Défense nationale. Il est amené à rencontrer le ministre des Affaires étrangères chaque semaine. Le journaliste britannique et observateur patenté de la vie politique française Charles Hargrove montre l'importance du rôle des conseils restreints pour encadrer l'action du Premier ministre : « Valéry Giscard d'Estaing tenait Chirac sous surveillance grâce à la pratique des conseils restreints ; il le court-circuitait fréquemment dans ses rapports avec les ministres, entretenant en particulier des rapports directs et suivis avec le ministre de l'Économie et des Finances et celui de l'Intérieur²². » Charles Hargrove souligne le nombre croissant des conseils restreints : sous Georges Pompidou, ils ont lieu une fois par mois ; sous Valéry Giscard d'Estaing, une fois par semaine. Cette évolution traduit « un droit de regard accru des

19 *Ibid.*

20 La déclaration commune de 1976 met en place les consultations régulières entre la France et la Grande-Bretagne.

21 NA/FCO 33/2885, visite d'État, 1976.

22 Charles Hargrove, *L'Autre Giscard. Valéry Giscard d'Estaing vu par un Anglais*, op. cit., p. 136.

hommes du président sur l'activité gouvernementale²³ ». Si le Premier ministre n'est pas placé au cœur du processus de décision pour la politique étrangère, des cas particuliers peuvent être relevés. Le Premier ministre Raymond Barre²⁴ jouera par exemple un rôle central auprès de Valéry Giscard d'Estaing pour mener les négociations monétaires européennes. De cette position privilégiée occupée par Raymond Barre, les services diplomatiques britanniques sont bien conscients. On trouve dans les archives une note biographique très élogieuse : le Premier ministre est qualifié de « génial », il est « la meilleure carte » du président. Le Foreign Office demande une enquête pour savoir si « la Grande-Bretagne peut [dorénavant] compter sur lui », rappelant qu'il « admirait le général de Gaulle et qu'il a mis des bâtons dans les roues [du Foreign Office] lors des négociations d'adhésion »²⁵. Le résultat de l'enquête est très positif : « Aujourd'hui, nous devons voir Raymond Barre sous un jour plus neutre. Il s'est bien entendu avec le Premier ministre lors de sa dernière visite en Grande-Bretagne ; il admire nos efforts déterminés pour mettre de l'ordre dans notre économie. Il parle anglais couramment²⁶. » Connaissant le poids de Raymond Barre auprès du président, les Britanniques cherchent donc à le faire participer le plus possible aux négociations tant bilatérales que communautaires. Le Foreign Office commande des études sur le fonctionnement de la politique étrangère en France afin de mener au mieux les relations franco-britanniques. Lors d'un dîner organisé par le Foreign Office en 1977 avec M. Jean-David Levitte, alors chargé de mission au secrétariat général de la présidence de la République, ce dernier lui fournit des informations appréciées :

L'Élysée fonctionne avec une petite équipe. Le conseiller prépare le résumé quotidien de l'activité diplomatique pour le président qui organise une réunion avec son ministre des Affaires étrangères une fois par semaine, le vendredi après-midi. Pour préparer une décision, l'équipe présidentielle reçoit les papiers du Quai auxquels l'Élysée ajoute ses commentaires. Il y a des échanges téléphoniques constants entre les personnes concernées. Matignon a un petit rôle²⁷.

Le pouvoir hiérarchique est renforcé par la procédure écrite adoptée à l'Élysée. Valéry Giscard d'Estaing aime travailler par notes et refuse les conversations trop longues. C'est le secrétaire général qui collecte chaque jour les notes

23 *Ibid.*

24 De 1959 à 1962, Raymond Barre est directeur de cabinet de Jean-Marcel Jeanneney, ministre de l'Industrie. En 1967, il est nommé par le général de Gaulle vice-président de la Commission européenne, responsable des affaires économiques et financières, poste qu'il occupera jusqu'en 1972.

25 NA/PREM 16/1275.

26 *Ibid.*

27 NA/FCO 33/3141, relations politiques franco-britanniques, 1977.

produites par les conseillers techniques et, le soir, vers dix-huit heures, les porte personnellement au président. Les Britanniques évaluent parfaitement cette architecture centralisée. La mise en place des rencontres régulières entre la France et la Grande-Bretagne au sommet de l'État en 1976 en est un signe fort. Le sommet franco-britannique sera considéré par les Britanniques comme la clé de toute amélioration des relations bilatérales, précisément à cause du rôle prééminent joué côté français par le président lui-même. L'organisation des sommets sera par conséquent un temps fort pour les services du Foreign Office.

Au cœur du processus de décision

24

Valéry Giscard d'Estaing travaille beaucoup avec le ministre des Affaires étrangères, seul ministre à être reçu en audience hebdomadaire, le vendredi. Mais le président reconnaît avoir une responsabilité personnelle sur le plan international qu'il ne peut partager avec personne d'autre : « Je suis le vrai ministre des Affaires étrangères », dit-il à un haut fonctionnaire au début de son septennat²⁸. Pour mesurer les rapports entre l'Élysée et le Quai d'Orsay, le témoignage de Jean-Marie Soutou est précieux. Nommé secrétaire général en octobre 1976, il évoque le problème de la « dépossession progressive du Quai » et de la « dévalorisation des rôles », confessant que « le ministre était davantage ce qu'était autrefois le secrétaire général »²⁹. Le diplomate souligne que la formule de la V^e République était acceptable sous le général de Gaulle car ce dernier respectait les prérogatives du ministre et de son administration. Le secrétaire général était le lieu de passage obligé entre les services et le ministre. Mais ce n'est plus le cas avec les successeurs de de Gaulle : « Après lui, il est évident qu'à l'Élysée il y avait une tendance toute naturelle à sécréter un sous-Quai croupion assumant finalement toutes les responsabilités. Avec le rôle accru des cabinets, vous vous trouviez dans une situation où le Quai se trouvait effacé³⁰. » Du reste, Valéry Giscard d'Estaing envisage en 1976 de supprimer le poste de secrétaire général du Quai. Cette perte de pouvoir s'accroît du fait de la réforme du Quai mise en place à partir de 1976 : la « géographisation » a contribué à vider le Quai de sa substance au profit de l'Élysée³¹. Un autre

28 Jean-Marie Soutou, *Un diplomate engagé. Mémoires (1939-1979) : d'après des entretiens avec Jean-François Noiville*, Paris, Éditions de Fallois, 2011, p. 364-403.

29 *Ibid.*

30 *Ibid.*

31 C'est la première réforme du Quai depuis 1945. Elle distingue les affaires bilatérales qui sont du ressort des directions géographiques, des affaires multilatérales, apanage de la direction politique et de la direction économique. Ainsi, les questions économiques bilatérales, qui relevaient auparavant de la direction des affaires économiques, rejoignent les directions géographiques de la direction politique.

témoin de l'intérieur, Henri Froment-Meurice s'insurge contre cet « oukase » venu de l'Élysée :

Il fallait, nous dit-on, permettre au directeur géographique d'avoir tout en mains... Je ne voyais aucune utilité à revendiquer une gestion globale. Bien au contraire, j'étais convaincu que ce transfert affaiblirait la direction économique, réserve d'expertise tous azimuts, sans augmenter l'autorité des géographes et la compétence de nos collaborateurs. Mais il fallut bien céder le terrain. Cette réforme s'accompagna d'un affaiblissement des pouvoirs du secrétaire général et du directeur des affaires politiques, mesures également déplorables³².

Jean-Marie Soutou souligne la force de cette évolution contre laquelle même des personnalités ou des profils exceptionnels ne pourront rien. Il remarque ainsi que trois secrétaires généraux de l'Élysée sont devenus ministres (Michel Jobert, Jean François-Poncet et Hubert Védrine), ce qui permet « une intimité telle entre le président, auprès duquel ils ont servi pendant tant d'années, et le ministre, que cela peut sauver les choses, on peut revenir à la situation de Gaulle-Couve de Murville. Mais dans les trois cas, aucun n'a pu rétablir la situation³³ ». Jean-Marie Soutou justifie également la perte d'autorité du secrétaire général par la décision de Valéry Giscard d'Estaing de modifier le texte du décret qui nommait les secrétaires généraux des ministères. Selon lui en effet, « Giscard estimait insupportable qu'un secrétaire général du Quai d'Orsay disposât d'une telle autorité et d'une telle marge de manœuvre qu'il puisse avoir une politique qui ne soit pas l'exact reflet de celle qui était élaborée, voulue, décidée par le président de la République³⁴ ». Jean-Marie Soutou dit ne pas avoir trop souffert de cette évolution, « étant suffisamment proche de tous et suffisamment proche de [ses] deux ministres, Guiringaud et François-Poncet³⁵ », mais il raconte que deux mois après la nomination de son successeur, Bruno de Leusse³⁶, ce dernier est venu le voir et lui a dit : « Mais comment vous avez supporté ça ? On m'a trompé, je suis là, je suis une potiche, je n'ai aucune responsabilité, je ne fais rien³⁷. »

32 Henri Froment-Meurice, *Vu du Quai. Mémoires (1945-1983)*, Paris, Fayard, coll. « Pour une histoire du xx^e siècle », 1998, p. 500. Henri Froment-Meurice est alors à la direction des affaires économiques et financières de mars 1975 à mai 1979.

33 Jean-Marie Soutou, *Un diplomate engagé, op. cit.*

34 *Ibid.*, p. 515

35 Jean François-Poncet, successeur de Louis de Guiringaud, est ministre des Affaires étrangères du 29 novembre 1978 au 22 mai 1981.

36 Bruno de Leusse est secrétaire général du Quai d'Orsay de 1979 à 1981.

37 Jean-Marie Soutou, *Un diplomate engagé, op. cit.*, p. 516.

LE FOREIGN AND COMMONWEALTH OFFICE, GÉOGRAPHIE DE L'INFLUENCE
ET POUVOIR DE COORDINATION

La hiérarchie au sein du Foreign Office

26

À la différence de la France, la politique étrangère britannique ne repose pas sur des principes constitutionnels puisque la Grande-Bretagne ne possède pas de constitution écrite. Les relations extérieures sont contrôlées par l'exécutif, sans aucune règle, et chaque Premier ministre gère le système de Cabinet comme il l'entend – dans la continuité cependant, puisque les fonctionnaires demeurent en poste lorsque les gouvernements changent. Autour du Cabinet et du bureau du Premier ministre s'organisent un grand nombre de groupes et de commissions. Les affaires extérieures y occupent une place importante, même si la définition des politiques reste l'attribut de Whitehall plutôt que de Downing Street : c'est le Foreign Office qui formule la politique étrangère et centralise les décisions de manière très hiérarchisée : « Tout comme la hauteur sous plafond, dans les bureaux correspondants, la hiérarchie des rangs au sein du Foreign Office est définie de manière extrêmement précise³⁸. » Comme en France, le pouvoir se traduit dans l'espace, dessinant aussi une géographie de l'influence. Au sommet de la structure se trouvent trois personnages clés : le ministre des Affaires étrangères, le chef de la diplomatie britannique et le secrétaire privé. Le bureau du chef de la diplomatie se trouve directement en dessous de celui du ministre et celui du secrétaire privé est adjacent à celui de son ministre. Autrefois, le bureau du ministre était relié à celui du chef de la diplomatie par une ouverture en forme de tube, *speaking tube*, qui permettait au ministre d'appeler de vive voix le chef de la diplomatie³⁹. Le ministre des Affaires étrangères est au cœur du processus de décision. Au sein du Foreign Office, ce dernier dispose de son propre personnel : il s'agit du Private Office⁴⁰, « le lieu où se rencontrent diplomatie et politique, un centre de traitement des informations, un point de rencontre, une arène⁴¹ ». Le Private Office, cœur du Foreign Office, est le domaine de l'homme considéré comme le plus influent du service diplomatique, le secrétaire privé, qui travaille au plus près du ministre. L'exemple le plus remarquable est celui de Nicholas Henderson qui a servi cinq ministres⁴². Le secrétaire privé est celui qui passe le plus de temps

38 Claire Sanderson, *Perfide Albion ?*, op. cit., p. 52.

39 *Ibid.*

40 C'est le titre d'un ouvrage de Nicholas Henderson, ancien secrétaire privé de 1963 à 1965 et ambassadeur britannique à Paris de 1975 à 1979, avant d'être nommé ambassadeur à Washington de 1979 à 1982. Dans son livre *The Private Office* publié en 1984, il fait le récit de la vie quotidienne au sein du Private Office.

41 Nicholas Henderson, *The Private Office : A Personal View of Five Foreign Secretaries and of Government from the Inside*, London, Weidenfeld & Nicolson, 1984.

42 Anthony Eden, Ernest Bevin, R. A. Butler, Patrick Gordon Walker et Michael Stewart.

avec le ministre, que ce soit à l'étranger ou à l'intérieur. Ainsi, il est celui qui connaît le mieux les idées du ministre. À toutes les réunions de chefs d'État, il est considéré comme ayant la confiance du ministre. Il a le privilège « d'ouvrir et de fermer la porte du ministre⁴³ ». C'est lui qui prend des notes et, à ce titre, c'est sa version qui sera transmise aux services. Il assiste à toutes les réunions du ministre, rédige un compte-rendu, communiqué aux autres échelons du service diplomatique. Il sélectionne chaque matin parmi les télégrammes adressés au ministre ceux qu'il considère comme les plus importants. Même un télégramme classé strictement confidentiel passe par lui ; il est au courant d'absolument tout. Il peut même empêcher que certaines informations soient communiquées au ministre, jouant « un double rôle de défenseur et de protecteur de la position du ministre dans le jeu de pouvoir du 10 Downing Street et devant donc avoir une bonne connaissance de la manière dont le vent souffle à Whitehall sur les affaires en cours avant le gouvernement⁴⁴ ». Cela suppose de sa part d'entretenir de nombreux contacts avec les autres ministères afin d'évaluer le soutien ou l'opposition que le ministre sera amené à rencontrer sur tel ou tel aspect de sa politique. Le chef de la diplomatie britannique, quant à lui, joue le rôle de conseiller du ministre. Une tradition établie depuis 1964, les *morning prayers*, réunit une vingtaine de diplomates tous les matins dans le bureau du chef de la diplomatie pour faire le point sur les questions à traiter. La centralisation s'exerce au profit du ministre. Sir John Coles, après une expérience de trente-sept ans dans la diplomatie britannique, témoigne de la faible influence exercée par le cabinet du Premier ministre dans le processus de décision en politique étrangère :

Au sommet du système se trouve le Cabinet qui, en théorie, est impliqué dans les questions essentielles de politique étrangère. En pratique, c'est rarement le cas. Il est faux de croire que le Cabinet participe fréquemment à la prise de décision, même au niveau stratégique. Une pratique s'est instaurée selon laquelle le ministre informe le Cabinet, lors de la réunion hebdomadaire, sur deux ou trois questions internationales mais ceci ne donne pas lieu à discussions⁴⁵.

L'affaire Soames

Il est difficile de décrire précisément le rôle du Premier ministre en politique étrangère, étroitement lié finalement à sa personnalité et à son intérêt personnel dans ce domaine. Son implication dépend également de sa relation avec son ministre des Affaires étrangères. Dans la relation franco-britannique, c'est donc

43 John Dickie, *Inside the Foreign Office*, London, Chapmans, 1992, p. 72.

44 *Ibid.*

45 *Ibid.*, p. 54-55.

au niveau du ministre que l'impulsion est donnée et que s'élabore la politique étrangère. L'influence prépondérante du Foreign Office se révèle à l'occasion de l'affaire dite Soames : en février 1969, une conversation confidentielle entre le président Charles de Gaulle et l'ambassadeur britannique à Paris, Christopher Soames, débouche sur une grave crise diplomatique qui met à mal les relations Paris-Londres⁴⁶. Le déroulement de l'affaire est orchestré par un ministre largement francophobe, qui a très mal vécu l'opposition du Général à l'entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté économique européenne⁴⁷. Lors de son entretien avec Soames, de Gaulle propose des pourparlers bilatéraux pour explorer de nouveaux domaines de coopération et demande à ce que la teneur des échanges reste secrète, tant que le gouvernement britannique n'aura pas répondu à l'offre du Général. Cependant, le Foreign Office ne respectera pas la confidentialité des échanges et surtout va contribuer à une déformation des propos du président français. Le ministre⁴⁸ donne une interprétation très personnelle des propositions de de Gaulle : « Il nous a donné ses conditions : la disparition de l'OTAN, la destruction des Communautés existantes, un directoire politique de quatre puissances en Europe⁴⁹... » Le terme de « directoire » en particulier n'a jamais été utilisé par de Gaulle ni par Soames. Michael Stewart l'utilise habilement pour montrer que de Gaulle reste fidèle à sa vision d'un monde dominé par les grandes puissances, dont la France bien sûr, à l'image du mémorandum de 1958 qui proposait un directorat à trois – France, États-Unis, Grande-Bretagne – au sein de l'OTAN. On voit ici comment le ministre des Affaires étrangères manipule le Premier ministre grâce aux procédures de transmission des informations. Le gouvernement britannique serait ainsi victime de la francophobie du Foreign Office. Cette affaire montre également comment le Foreign Office peut court-circuiter l'ambassadeur et l'empêcher de rentrer en contact avec le Premier ministre. Soames n'a jamais été immédiatement informé des décisions prises à Londres. Il n'est pas considéré par les services comme un diplomate mais comme un homme politique engagé. Ses relations avec Michael Stewart en particulier sont très tendues. À plusieurs reprises, il demande à aller à Londres pour rencontrer Wilson. À chaque fois, le ministre des Affaires étrangères refuse, cherchant à éviter à tout prix les échanges directs entre le Premier ministre et l'ambassadeur⁵⁰.

46 *Ibid.*

47 John Coles, *Making Foreign Policy*, London, John Murray, 2000.

48 Entre 1965 et 1966, Christopher Soames occupe le poste de ministre des Affaires étrangères dans le cabinet fantôme de E. Heath. En février 1968, Harold Wilson le nomme ambassadeur à Paris, fonction qu'il exercera jusqu'en 1972. De 1973 à 1976, il sera vice-président de la Commission européenne.

49 À deux reprises, en 1963 et en 1967, le général de Gaulle pose son veto à l'entrée de la Grande-Bretagne dans la CEE.

50 Michael Stewart, ministre des Affaires étrangères de 1965 à 1966 et de 1966 à 1970.

La volonté du Foreign Office de conserver cette influence s'observe tout au long des années 1970, notamment à l'occasion de la mise en place des sommets entre la France et la Grande-Bretagne. Le processus de décision doit rester au sein du Foreign Office pour assurer une forme de centralisation du pouvoir que la France détient dans les mains de l'Élysée. L'ambassadeur britannique à Paris, Nicholas Henderson, cherche un moyen d'assurer le suivi des sommets franco-britanniques, mis en place en 1976, et de contrôler ce suivi : « Je pense qu'il doit y avoir un point central de contrôle pour le gouvernement, qui ne contrôlerait pas seulement les progrès mais aussi le rôle disciplinaire de s'assurer que l'action décidée par les deux chefs de gouvernement soit effectivement prise en charge et que leurs décisions ne seront pas trop modifiées par les départements concernés sans justification⁵¹. » Henderson propose que ce point de contrôle soit situé dans le Cabinet Office⁵², sous la direction de Sir John Hunt. Le Foreign Office souligne que l'ambassadeur est la personne la mieux placée pour cela, étant impliqué à tous les niveaux de contacts franco-britanniques. Henderson acquiesce mais pose la question du problème du contrôle supérieur : à qui doit-il en référer ? Le directeur politique pour l'Europe lui répond :

D'un point de vue constitutionnel, la responsabilité incombe probablement au secrétaire de Cabinet, Sir John Hunt, qui devrait être assisté par un fonctionnaire du Cabinet Office avec la responsabilité des Affaires étrangères. Il est très important de ne pas laisser la responsabilité de cet aspect essentiel des relations franco-britanniques s'éloigner du Foreign Office et glisser dans les mains d'un nouveau comité gouvernemental⁵³.

Le Foreign Office manifeste ainsi sa crainte de voir son pouvoir de contrôle s'affaiblir. Les diplomates britanniques sont conscients de leur supériorité sur les diplomates français du Quai en matière d'influence. Ainsi, le Foreign Office n'est pas favorable à la mise en place de structures communes au niveau gouvernemental, susceptibles d'affaiblir sa fonction. Lorsque Sir John Hunt demande une enquête sur le comité interministériel franco-allemand, l'ambassade britannique déconseille de copier un tel mécanisme :

Au cas où le Cabinet Office voudrait imiter le schéma franco-allemand pour les relations franco-britanniques, il faut dire que c'est inutile et pas désirable. La capacité du Quai à coordonner la politique du gouvernement français à

51 Télégramme secret n° 37 de Stewart à Wilson le 6 février 1969, cité par Claire Sanderson dans *Perfide Albion ?*, *op. cit.*, p. 102.

52 Claire Sanderson, *Perfide Albion ?*, *op. cit.*, p. 74. Le Cabinet Office est le département exécutif du gouvernement britannique chargé du soutien du Premier ministre. Il est dirigé par le Premier ministre mais sa gestion quotidienne est confiée au secrétaire de Cabinet.

53 NA/FCO 33/3465, conversations ministérielles et sommets.

l'étranger, à la fois sous l'angle de son rôle traditionnel et de son poids politique relatif dans la machine gouvernementale, est beaucoup moins grande que celle du Foreign Office. Il serait peu judicieux qu'un comité interministériel soit créé, susceptible de réduire la fonction importante de coordination que le Foreign Office occupe à présent dans les relations franco-britanniques⁵⁴.

LE RECUL DE LA DIPLOMATIE TRADITIONNELLE ET SES CONSÉQUENCES

Le développement d'une « diplomatie multilatérale »

Jean-Marie Soutou évoque cette évolution :

30

Indépendamment de l'organisation de la charnière entre l'Élysée et le Quai d'Orsay, j'ai pensé aux maux dont souffre le Quai. Ils tiennent tout simplement à l'évolution du monde. Il n'est plus possible aujourd'hui d'être l'instrument chargé de définir, de concevoir, une politique extérieure dissociée des grandes questions qui sont du domaine du ministère des Finances et celles qui sont du domaine de la Défense. Désormais, trois départements ministériels sont compétents internationalement, du fait même de l'évolution du monde, de la diversification des problèmes internationaux, de la mondialisation⁵⁵...

Pour les relations franco-britanniques, c'est la construction européenne qui constitue le facteur essentiel de changement. L'adhésion du Royaume-Uni à la CEE en 1973 a complètement transformé le schéma et les repères de la politique étrangère britannique : un nombre important de questions habituellement traitées au plan bilatéral dans le cadre d'organisations intergouvernementales sont désormais traitées dans le cadre multilatéral. Cette évolution transforme en profondeur l'activité diplomatique traditionnelle. Les membres des services doivent acquérir une expertise économique, financière et environnementale beaucoup plus large que celle des diplomates des années 1960⁵⁶. Une diplomatie multilatérale se met en place : l'aspect bilatéral des relations diplomatiques s'efface devant les dossiers multilatéraux. Cette transformation permet au Premier ministre britannique de jouer un plus grand rôle dans les affaires internationales. À l'époque de Macmillan, dans les années 1960, les seuls sommets auxquels le Premier ministre a assisté ont été les conférences du Commonwealth et des Quatre Grands à Paris en 1960. Mais à partir des années 1970, c'est la mode des sommets et le Premier ministre assiste à un nombre croissant de conférences

54 NA/FCO 33/3468, coopération industrielle, 1978, Ambassade britannique à Paris, note de C.M. James du 8 février 1978.

55 Jean-Marie Soutou, *Un diplomate engagé*, op. cit., p. 516.

56 John Dickie, *Inside the Foreign Office*, op. cit., p. 305.

internationales. Les décisions importantes de la Communauté européenne par exemple ne sont plus prises au niveau des ministres des Affaires étrangères mais dans le cadre des réunions de chefs de gouvernement. C'est Margaret Thatcher qui représente le mieux cette évolution : à partir de 1979 et jusqu'à la fin de son gouvernement en 1990, elle assiste à un nombre record de sommets pour un Premier ministre britannique : trente-trois pour l'Europe, six pour le Commonwealth, dix pour le groupe des pays industrialisés du G7. Dans les années 1970 en effet, les sommets alternent à différentes échelles : Sommets du G7, sommets qui réunissent les pays signataires de l'acte d'Helsinki, réunions des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN ou encore, sommets européens.

Le processus de décision dans le nouveau système de relations internationales

Les relations franco-britanniques s'imbriquent donc dans ce nouveau schéma des relations internationales qui conduit à une réflexion nouvelle sur les échelles de négociation. Cette évolution confère aux chefs d'État et de gouvernement davantage de pouvoir, aux dépens des artisans de la diplomatie traditionnelle, comme le décrit Samy Cohen : « En Grande-Bretagne, le Foreign Office s'est vu retirer une partie de ses attributions au profit du Cabinet Office, des conseillers du Premier ministre et de certains ministères dits techniques. En France, on observe une même dérive en faveur des ministères techniques ; le président est le chef réel de la diplomatie⁵⁷. » Le poste de chef de la diplomatie offre un bon exemple de cet affaiblissement du rôle du chef de la diplomatie britannique dans le processus de décisions. Tout d'abord, l'adhésion du Royaume-Uni à la CEE a entraîné la création d'un poste de directeur politique, nouvelle « éminence grise » du Foreign Office. Ce poste prend de plus en plus d'importance grâce notamment à l'influence directe que le directeur politique peut exercer sur le ministre. Il accompagne ce dernier aux réunions dans le cadre de la Communauté européenne s'il est question de coopération politique, ou à l'OTAN, à l'UEO⁵⁸ et plus tard au G8. Ainsi, l'ancien rôle de conseiller politique au plus haut niveau, joué par le chef de la diplomatie jusque-là, se réduit petit à petit, d'autant plus que la fonction croissante d'encadrement et de direction ne lui laisse plus beaucoup de place pour ce qui était le cœur de son action. La révolution des communications rend également les fonctions du chef de la diplomatie plus administratives et limite son rôle de conseiller politique au sein du Foreign Office. Le flot de télégrammes qui entrent et sortent du Foreign Office croît tout au long des années 1970, notamment à

57 Samy Cohen, « La formulation de la politique extérieure », art. cit.

58 L'UEO est née du traité signé à Bruxelles le 17 mars 1948 puis amendé et complété par un protocole signé à Paris le 23 octobre 1954.

cause de l'entrée du Royaume-Uni dans la CEE. Progressivement le prestige va aux départements fonctionnels, qui concernent non pas une aire géographique spécifique mais un ensemble de questions, telles que celles qui ont trait à la Communauté européenne. En outre, le nombre de conseillers du Premier ministre augmente dans les années 1970. James Callaghan⁵⁹ introduit de grands changements en 1974 en faisant rentrer dans son équipe trois personnalités de poids dans le monde politique, à la place de diplomates chevronnés⁶⁰. Le titre de « conseiller politique » au lieu de celui de « secrétaire » révèle une politisation accrue au sein du Private Office du Premier ministre. Tom McNally restera un conseiller très proche de Callaghan pendant cinq ans et le Premier ministre insiste pour qu'il ait accès à tous les télégrammes, exceptés ceux traitant de sécurité et de renseignement. L'expression de *spin doctors* est alors utilisée pour les conseillers de Callaghan⁶¹. Il faut cependant relativiser la prépondérance acquise par le Premier ministre et son équipe. Si certains *political spins* font parler d'eux, leur rôle est souvent très exagéré, à cause de la personnalisation du pouvoir stimulée par les médias⁶². Il faut davantage prendre en compte les personnalités des Premiers ministres, les liens particuliers qui peuvent se nouer entre le Premier ministre et ses ministres, ou encore le poids politique du parti au pouvoir. D'autre part, comme dans le cas des archives françaises, les archives britanniques révèlent l'importance des services dans l'élaboration de la politique étrangère. Ce sont des projets minutieusement préparés qui sont soumis au Premier ministre, la plupart du temps pour approbation rapide. Si des changements apparaissent, ils sont davantage à chercher dans le facteur humain que dans les fondements de la politique étrangère. L'arrivée de Margaret Thatcher au pouvoir marque un tournant accentué par une nouvelle génération de diplomates. Ainsi, en 1982, lorsque Thatcher nomme son propre conseiller en politique étrangère, la presse britannique évoque la possibilité d'une cellule

59 Né le 27 mars 1912 à Portsmouth, James Callaghan est un autodidacte, seul Premier ministre à ne pas être allé à l'université. Porté par la vague travailliste de juillet 1945, il sera élu député de Cardiff et réélu à dix reprises. Il occupe le poste de chancelier de l'Échiquier dans le gouvernement de Wilson de 1964 à 1967, puis de ministre de l'Intérieur de 1967 à 1970. Après les élections générales de 1974 qui voient le retour de Wilson, il est nommé ministre des Affaires étrangères, chargé notamment de la renégociation du traité d'adhésion à la CEE. En avril 1976, après la démission de Wilson, il devient Premier ministre. Il est battu par Margaret Thatcher lors des élections anticipées du 3 mai 1979 et devient alors chef de l'opposition.

60 Étoile montante du Parti travailliste, Cunningham était jusque-là *parliamentary private secretary*. McNally était secrétaire international du Parti travailliste et conseiller principal de Callaghan lorsque ce dernier occupait la fonction de ministre des Affaires étrangères dans le cabinet fantôme. McCaffrey a été le porte-parole de Callaghan lorsque ce dernier occupait le poste de ministre de l'Intérieur.

61 John Dickie, *Inside the Foreign Office, op. cit.*, p. 80.

62 John Coles, *Making Foreign Policy, op. cit.*, p. 30.

de politique étrangère au sein du 10 Downing Street⁶³. C'est bien la personnalité de Margaret Thatcher qui est en jeu ici. Il faut de même relativiser l'impact de la présidentialisation de la politique étrangère sur le poids de l'outil diplomatique et sur le fonctionnement des relations franco-britanniques. En France, par exemple, le rôle du dispositif administratif reste essentiel. On peut noter que même si les directeurs ne travaillent pas directement avec le président, ce sont eux qui préparent les dossiers à partir desquels le chef de l'État devra prendre les décisions. Les archives de l'Élysée permettent de suivre le processus de décision. Dans l'élaboration de la relation franco-britannique par exemple, les cartons des conseillers diplomatiques comprennent les fiches de préparation pour l'organisation des sommets : fiches biographiques des personnalités politiques, notes techniques sur la situation économique, sur la politique intérieure. Des propositions d'ordre du jour sont formulées, des avis et prises de position apparaissent, susceptibles de participer à la formation du jugement du président entraînant la prise de décision. Henri Froment-Meurice témoigne en ce sens :

Maître incontesté de la politique étrangère, Valéry Giscard d'Estaing n'exerça pas cependant ses pouvoirs sans prendre conseil. Et, pour nous autres, les gens du Quai, il n'était pas désagréable de constater que, plus d'une fois, les avis que nous lui adressions avaient été pris en compte. Nous n'étions pas dédaignés et notre ministère, en prise directe sur l'Élysée, servait de boîte à idées et de courroie de transmission... Son cabinet certes jouait un rôle mais, et c'était là chose importante, il n'écoutait pas que ses conseillers⁶⁴.

Réfléchir, prévoir, anticiper : l'élaboration de la politique étrangère et ses outils

La complexité accrue dans le domaine des affaires mondiales a été à l'origine de la création d'une nouvelle structure, qui jouera un rôle important dans la gestion des relations franco-britanniques. Il s'agit du Planning Staff. En Grande-Bretagne, cette structure est créée en 1964, sous l'appellation de Policy Planning Department⁶⁵. Il s'agit d'organiser la réflexion autour de l'élaboration de la politique étrangère afin de donner du temps à des diplomates de plus en plus submergés par la correspondance. La structure fonctionne pour commencer avec une équipe de trois personnes seulement, dirigée par Michael Palliser. Après 1973, elle acquiert plus de poids, étant placée sous l'égide d'un directeur et étant élargie à quatre membres. Le chef de la diplomatie est chargé de

63 Claire Sanderson, *Perfide Albion ?*, op. cit.

64 Henri Froment-Meurice, *Vu du Quai*, op. cit, p. 586.

65 La structure répond au rapport Plowden de 1964, qui établit comme priorité au sein du Foreign Office le besoin de prévoir et d'anticiper les événements. C'est le Policy Planning Staff américain, créé en 1947 par George Kennan, qui a servi de modèle aux autres pays.

superviser l'action du Planning Staff : il réunit une fois par mois l'équipe des *planners* avec les secrétaires, formant alors un bureau de directeurs, et le chef du département. Ce Planning Committee permet de faire le lien entre le Planning Staff et les officiels, au moment où la politique étrangère se complexifie à cause notamment de l'adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE.

34

En France, le Centre d'analyse et de prévision, le CAP, est créé en 1973, sous la forme d'une cellule restreinte à quatre ou cinq personnes, indépendante des services, ne relevant que du ministre des Affaires étrangères, Michel Jobert alors. Il est dirigé par deux jeunes polytechniciens, chargés de mission au commissariat au Plan, Thierry de Montbrial et Jean-Louis Gergorin. Le CAP est chargé d'étudier des questions internationales sous des angles variés – diplomatique, économique ou militaire –, pour proposer au ministre des pistes de réflexion, des options, afin d'aider au processus de décision. Il se heurte d'emblée à deux difficultés. La première concerne la définition de son rôle, partagé entre l'action et la réflexion. La deuxième est liée à son fonctionnement, à sa place dans le processus décisionnel et à ses relations avec les différents protagonistes de la politique étrangère. Les membres du CAP, tous très jeunes, ne sont pas toujours bien intégrés dans les circuits de la diplomatie traditionnelle. Avec l'arrivée de Jean François-Poncet au ministère des Affaires étrangères en 1979, le fonctionnement du CAP évolue considérablement. Le nouveau ministre l'associe étroitement à son travail. Il s'entretient presque chaque jour avec Jean-Louis Gergorin, qui est chargé de préparer l'exposé hebdomadaire de François-Poncet au Conseil des ministres. Des relations particulières se tissent rapidement entre les Planning Staffs français et britannique, créant une camaraderie internationale afin d'échanger idées et projets d'une capitale à l'autre⁶⁶. Les Britanniques s'intéressent de près au CAP, s'interrogeant sur sa place par rapport au Quai d'Orsay et à l'Élysée :

Le CAP a été créé par Jobert et a bénéficié d'une influence large quand il était ministre des Affaires étrangères. Sous Sauvagnargues, le CAP n'a pas eu la même position. Cependant, le CAP en général et Gergorin en particulier ont continué à exercer une influence sur la pensée du Quai sur les problèmes de défense. Il est resté attaché au ministre des Affaires étrangères et il a un bon accès à lui⁶⁷.

Les Britanniques s'intéressent également à la relation privilégiée que le CAP a réussi à établir avec les États-Unis, remarquant que « quand les *French Planners* vont à Washington, ils sont habituellement reçus par Sonnenfeld⁶⁸ et [que]

66 John Dickie, *Inside the Foreign Office*, op. cit., p. 229.

67 NA/FCO 49/627, « French Planning talks », 1976, note de l'ambassade britannique à Paris, 9 novembre 1976.

68 Conseiller du Département d'État de 1974 à 1979.

ce genre d'attentions flatteuses paye⁶⁹ ». En effet, c'est aux États-Unis que le CAP a développé son réseau de relations le plus dense. Gergorin et Montbrial y ont fait leurs études et luttent contre la méfiance que le Quai d'Orsay éprouve envers les milieux américains. Montbrial a eu des discussions dès les années 1960 à Washington avec Lord Winston, alors assistant du conseiller à la sécurité nationale Henry Kissinger. Le CAP, grâce à son réseau aux États-Unis, obtient donc des informations privilégiées. Les Britanniques se renseignent pour savoir quels sont les liens du CAP avec l'Élysée :

Au cours d'un déjeuner hier j'ai demandé à Jean Levitte, chargé de mission auprès du président, comment ils étaient considérés à l'Élysée. Levitte m'a dit que la qualité de leur travail était très inégale. Montbrial et Gergorin ont produit des papiers utiles pour l'Élysée sur Carter et son entourage, et ils ont établi un contact avec Brzezinski⁷⁰. En général, le contact avec les Américains est leur point fort. Je pense que nous devons rester en contact avec eux et les soigner quand ils viennent à Londres⁷¹.

Les conversations de planification franco-britanniques, sont toujours l'occasion pour les Britanniques de glaner des informations sur les liens de la structure de planification française avec l'Élysée : Montbrial confie par exemple qu'il exerce une influence importante sur le président ; il travaille en 1976 sur un bilan annuel de la politique étrangère qu'il donnera à Valéry Giscard d'Estaing par l'intermédiaire de Sauvagnargues. Montbrial, le secrétaire général, le directeur politique et le directeur économique ont une réunion hebdomadaire avec Sauvagnargues. Les Britanniques se méfient cependant des déclarations de Montbrial et Gergorin vantant leur rôle central dans l'élaboration de la politique étrangère :

La personnalité des *French Planners* n'a pas toujours aidé leur cause au sein de l'administration française. Montbrial a une très haute opinion de lui, pas partagée par certains membres puissants du Quai. Gergorin est aussi assez impétueux. C'est vrai que le *Quai Planners* essaie à tout prix de rester en contact avec l'Élysée... Cependant, il faut relativiser leur rôle⁷².

Les travaux du Planning Staff sont bien intégrés à la recherche menée par le Foreign Office, et en particulier par le département d'Europe, sur les moyens

69 NA/FCO 49/627, « French Planning talks », 1976, note de l'ambassade britannique à Paris, 9 novembre 1976.

70 Zbigniew Brzezinski est un politologue américain d'origine polonaise. Il est conseiller politique au Département d'État de 1966 à 1968 et est nommé par le président Carter en 1976 conseiller à la Sécurité nationale.

71 NA/FCO 49/627, « French Planning talks », 1976, note de Renwick, ambassade britannique à Paris, 9 novembre 1976.

72 *Ibid.*

de développer la relation franco-britannique. Le Planning Staff britannique présente en effet l'intérêt d'être en contact régulier avec son équivalent français, en dehors d'un cadre trop formel et officiel. Ainsi les *planners* peuvent-ils échanger librement, sans parler sous couvert de leurs gouvernements respectifs. Lorsque le Foreign Office rédige un rapport sur les relations franco-britanniques en 1980, de manière à relancer celles-ci, il propose d'y intégrer les travaux du Planning Staff menés en parallèle sur « les relations avec [ses] alliés⁷³ ». Cependant, les Britanniques se méfient des propositions trop autonomes du CAP : en 1979, Gergorin propose par exemple des conversations informelles entre Français et Britanniques sur la défense. Celles-ci seraient intégrées aux conversations franco-britanniques déjà existantes sur le sujet. Le Foreign Office est circonspect :

Même si je n'ai assisté à aucune réunion politico-militaire entre Français et Britanniques, je pense que Gergorin a raison de dire qu'elles ne sont pas totalement informelles. Il y a par exemple un agenda et il y a des représentants des ministères de la Défense des deux pays. Dans ces circonstances, il est difficile d'y intégrer le dialogue ouvert et pas structuré que Gergorin semble avoir à l'esprit. Il y a beaucoup à dire en faveur de la proposition de Gergorin. Nous voulons tout faire pour approfondir notre relation mais il faut être prudents. Si Gergorin veut un dialogue informel sur l'avenir de nos dissuasions et cherche un nouveau moyen de communication pour contourner ceux qui existent, nous devons nous méfier. C'est un sujet sur lequel les ministres se sont exprimés et sur lequel ils veulent être informés à chaque étape⁷⁴.

Le CAP cherche un moyen d'acquérir un rôle plus grand dans le domaine stratégique, en proposant ainsi des conversations informelles au Planning Staff. Ce dernier est partagé entre le désir d'approfondir les relations franco-britanniques par ce biais et le risque de sortir du cadre officiel. Il ne veut pas être à la traîne des Français dans le domaine de la coopération européenne de défense sur lequel le CAP s'est mis aux avant-postes : « Il n'y a que des avantages pour nous à montrer que nous nous intéressons au futur de l'Europe⁷⁵. » Ainsi, le chef du Planning Staff, Braithwaite, s'intéresse de près aux travaux du CAP sur cette question. Gergorin lui a transmis un questionnaire sur la manière dont la Communauté européenne pourrait se développer dans les vingt prochaines années. Braithwaite lui propose alors une rencontre : « Je vous propose de venir

73 NA/FCO 46/2187, « OTAN-France-Grande-Bretagne, coopération politico-militaire », note de Gladstone, chef du département d'Europe, 25 août 1980.

74 NA/FCO 49/833, note de Gillmore, département de la défense, 29 juin 1979.

75 *Ibid.*

avec quelqu'un des départements opérationnels du Foreign Office, quelqu'un de notre représentation permanente à Bruxelles et le Dr Helen Wallace, une experte des affaires européennes, qui va rejoindre mon Planning Staff à l'automne⁷⁶. » Il est significatif que le Planning Staff intègre une spécialiste des affaires européennes, au moment où les Britanniques cherchent une relance des relations franco-britanniques.

L'AMBASSADEUR, « UNE ÉTRANGE CRÉATURE⁷⁷ »

Un profil spécifique

Le journaliste Charles Hargrove raconte qu'il a bien connu les ambassadeurs britanniques à Paris, « des professionnels de l'Entente cordiale⁷⁸ », puisque traditionnellement, le correspondant du *Times* a ses entrées rue du Faubourg-Saint-Honoré⁷⁹. Il s'agit d'un des postes les plus prestigieux de la diplomatie britannique, ce qui lui donne une position privilégiée aux yeux des autorités françaises. De plus, l'hôtel de Charost est considéré comme abritant la plus belle ambassade de Grande-Bretagne dans le monde. Sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing, les ambassadeurs français à Londres, Jacques de Beaumarchais et Jean Sauvagnargues⁸⁰, et les ambassadeurs britanniques à Paris, Sir Edward Tomkins, Nicholas Henderson et Sir Reginald Hibbert⁸¹, sont des personnalités exceptionnelles, choisies avec le plus grand soin. Leur mission est en effet essentielle pour rapprocher les deux pays. Henderson est frappé par les différences de tempérament et de manière de penser entre le Premier ministre James Callaghan et le président Valéry Giscard d'Estaing, qui lui semblent incarner les différences entre la France et la Grande-Bretagne à l'époque. Cette observation lui fait prendre d'autant plus conscience de la nature de son rôle : « J'ai réalisé qu'il appartenait à l'ambassadeur britannique à Paris, comme à l'ambassadeur français à Londres, de faire tout ce qu'il pouvait pour aider à combler ce fossé⁸². » Une autre particularité du rôle de l'ambassadeur

76 NA/FCO 49/833, lettre de Braithwaite à Gergorin du 1er juin 1979.

77 « *He is like some strange creature who has escaped from a zoo.* » (Nicholas Henderson, *Mandarin. The Diaries of an Ambassador (1969-1982)*, London, Phoenix Press, 1994, introduction.)

78 Charles Hargrove, *Un gentleman du Times (1944-2000)*, Paris, Tallandier, 2001.

79 L'ambassade britannique est située dans l'hôtel de Charost, 39, rue du Faubourg-Saint-Honoré, résidence des ambassadeurs de Grande-Bretagne depuis 1814, date à laquelle il fut acheté au nom du gouvernement britannique par le duc de Wellington qui fut le premier ambassadeur à y résider.

80 Beaumarchais, du 20 avril 1972 au 20 juillet 1977 ; Sauvagnargues, du 20 juillet 1977 au 5 janvier 1981 ; puis Emmanuel Jacquin de Margerie, jusqu'en 1984.

81 Tomkins, du 16 novembre 1972 au 23 décembre 1975 ; Henderson jusqu'au 10 mai 1979 et Hibbert jusqu'au 25 mars 1982.

82 Nicholas Henderson, *Mandarin. The Diaries of an Ambassador*, op. cit., p. 98.

réside dans le fait que son action s'inscrit dans la continuité, contrairement à la politique menée par le Foreign Office :

Au Foreign Office, nous tendons à balancer entre francophilie et francophobie, ce qui ruine les efforts pour institutionnaliser une meilleure relation franco-britannique. J'ai vu ce processus à l'œuvre depuis les dix ans que je travaille au Foreign Office et nul doute qu'il en est de même au Quai d'Orsay. L'ambassadeur britannique à Paris et l'ambassadeur français à Londres sont moins sujets à ces changements d'humeur : ils sont dans la ligne de tir et sont plus soucieux dans leurs affaires quotidiennes de préserver des relations fructueuses⁸³.

38

Le choix de l'ambassadeur côté britannique est révélateur de la volonté du gouvernement de ne pas laisser les relations bilatérales péricliter. Dans le contexte de la construction européenne, la Grande-Bretagne ne veut pas se trouver marginalisée et la relation bilatérale peut constituer un instrument lui permettant de rester dans la course. C'est pourquoi il est intéressant de se pencher sur le profil des ambassadeurs britanniques en tant que baromètre des relations entre la France et la Grande-Bretagne. La nomination d'un ambassadeur n'est pas étrangère à la qualité que l'on veut donner à la relation franco-britannique. Il s'agit parfois même de donner un tournant aux relations entre les deux pays, comme ce fut le cas à la fin des années 1960. Alors que les relations entre la France et la Grande-Bretagne sont au plus bas à la suite des vetos du général de Gaulle à l'adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE, la décision de nommer, en février 1967, Christopher Soames à l'ambassade britannique à Paris constitue un choix très réfléchi, qui se place davantage sur un terrain politique que diplomatique : « Le choix de Soames, outre ses qualités politiques, n'est pas anodin : francophile, il maîtrise bien le français, aime la culture française, a déjà été en poste à Paris, est décoré de la croix de guerre et, ayant épousé la fille de Winston Churchill, Mary, semble avoir tous les atouts pour convenir au pays qui l'accueille⁸⁴. » Valéry Giscard d'Estaing souligne que les ambassadeurs britanniques qu'il a connus entretenaient tous des liens très privilégiés avec la France : « Les ambassadeurs britanniques avaient toujours quelque chose qui les rattachait à la France, une femme, une résidence secondaire... ce qui facilitait les conversations⁸⁵. » La mère de Sir Edward Tomkins, par exemple, était française ; il a été élevé en partie en France et parlait parfaitement le français. Il était particulièrement difficile pour lui de prendre la relève du meilleur ambassadeur de l'après-guerre, Christopher Soames. Cependant, en plus de ses

83 NA/FCO 49/875, note de Braithwaite, 26 mars 1980.

84 Claire Sanderson, *Perfide Albion ?*, op. cit., p. 69.

85 Valéry Giscard d'Estaing, entretien du 20 septembre 2012 (annexe 1, p. 311).

compétences, son style amical et informel ainsi que sa personnalité chaleureuse ont été bienvenus dans la période tendue des relations franco-britanniques, liée à la renégociation des conditions d'entrée dans la CEE : « Sa personnalité exceptionnelle l'a conduit au pinacle du service diplomatique [...] Les Français le considéraient comme un interlocuteur parfaitement fiable et il remplit sa mission avec distinction⁸⁶. » Sa nomination a correspondu avec le souci de calmer le jeu après la crise de l'affaire Soames. La personnalité de Tomkins, « aimé de tous⁸⁷ », a permis d'aplanir les relations entre l'ambassade, le Cabinet et le Foreign Office, et donc de concentrer le travail de l'ambassade sur l'approfondissement des liens bilatéraux. Ainsi Tomkins a-t-il pu être présenté comme l'« anti-Soames⁸⁸ ». Le choix de Nicholas Henderson est également révélateur : en 1975, après le référendum qui confirme l'appartenance de la Grande-Bretagne à la CEE, les relations entre les deux pays doivent être relancées. Henderson est convaincu que l'avenir de son pays se situe en Europe. Il confie à Charles Hargrove, avec qui il a tissé des liens étroits, que « la situation de [son] pays et l'absence de politique envers l'Europe de [son] gouvernement [le] remplissent de désespoir⁸⁹ ». Cette confiance dans l'avenir de l'Europe était également présente chez Tomkins, « parfait instrument d'Edward Heath, le plus européen des Premiers ministres anglais de l'après-guerre⁹⁰ ». Il en va de même avec Reginald Hibbert, « par tempérament en phase avec Margaret Thatcher mais ne partageant pas ses préjugés envers la France et l'Europe⁹¹ ».

Une position stratégique

Les ambassadeurs sont conscients de leur rôle particulier et de leur place à part dans la hiérarchie. Du fait de leur position d'intermédiaire entre les deux pays, ils sont souvent mal compris ou mal considérés. Le cas de Soames est le plus caractéristique de cette position inconfortable à la fin des années 1960, position résumée par le général de Gaulle dans une formule : « Pauvre Soames, il a été bien roulé comme moi⁹². » L'ambassadeur Reginald Hibbert exprime la difficulté du métier d'ambassadeur britannique en France :

La France est un pays très particulier, à propos duquel les Britanniques ont des idées préconçues, plus fondées sur un ressenti émotionnel que sur une analyse objective. Il est difficile pour un ambassadeur de porter un message qui n'est

86 Alan Campbell, « Sir Edward Tomkins », *The Guardian*, 27 septembre 2007.

87 *Ibid.*

88 Charles Hargrove, *Un gentleman du Times*, *op. cit.*, p. 334.

89 *Ibid.*, p. 333.

90 *Ibid.*

91 *Ibid.*

92 Cité par Claire Sanderson, *Perfide Albion ?*, *op. cit.*, p. 225.

pas conforme à l'image que le peuple britannique se fait de la France ; un des principaux problèmes d'un ambassadeur britannique à Paris c'est la crédibilité⁹³.

40

Nicholas Henderson relève également le problème de crédibilité pour ceux qui représentent la Grande-Bretagne à l'étranger : « Pendant les trois dernières années, notre devoir a été de manifester un esprit européen et notre engagement envers la CEE. Maintenant, nous devons prêcher l'inverse. Callaghan a donné comme consigne de ne pas faire de zèle sur l'Europe⁹⁴. » Le Premier ministre Wilson a donné le même avertissement qui consiste à ne pas donner l'impression d'être trop pro-européen car « c'est aux ministres de décider la politique⁹⁵ ». On devine la difficulté de la position d'ambassadeur : européen convaincu, il reçoit des consignes contraires de son gouvernement. Cette situation est révélatrice de la place privilégiée qu'occupe ce dernier : il bénéficie en fait d'une grande liberté de ton et d'une marge de manœuvre importante, que soulignent les Français qui s'entretiennent avec lui⁹⁶. Cette indépendance ne signifie pas pour autant que l'ambassadeur n'est pas en contact régulier avec le gouvernement et les services. Une fois par mois environ, l'ambassadeur appelle le chef de la diplomatie pour faire un « tour d'horizon ». Dans le cas d'événements particuliers, l'ambassadeur est consulté et son avis est pris en grande considération. Ainsi, lors de l'organisation de la visite d'État de juin 1976, le Foreign Office appelle Sir Edward Tomkins à l'ambassade, pour avoir son avis sur la date la plus appropriée pour inviter le président français. L'ambassadeur – au vu de l'état actuel des relations entre les deux pays et dans le contexte de la renégociation – conseille la prudence : « Un rapprochement pourrait être mal interprété, comme une tentative d'influencer Valéry Giscard d'Estaing. Ce dernier, pour des raisons politiques, pourrait se sentir obligé de reporter sa réponse à notre invitation jusqu'à ce que notre appartenance à la CEE soit clairement fixée. Je pense que nous ne devrions pas lancer notre invitation avant le Conseil européen de Dublin du mois prochain⁹⁷. » La preuve de l'importance accordée au conseil de l'ambassadeur apparaît dans la note du Foreign Office dans laquelle on lit que « rien ne doit être fait et dit aux Français tant que le secrétaire d'État et le Premier ministre n'ont pas étudié les considérations de Tomkins⁹⁸ ». De même, lorsque la décision est prise d'instituer des réunions régulières au sommet, le chef de la diplomatie demande conseil à Henderson pour savoir comment

93 Sir Reginald Hibbert, « Valedictory Despatch », *Diplomatic Report*, 15 février 1982.

94 Nicholas Henderson, *Mandarin. The Diaries of an Ambassador*, op. cit., p. 60.

95 *Ibid.*

96 *Ibid.*

97 NA/PREM 16/833, 14 février 1975.

98 NA/PREM 16/833, 24 janvier 1975.

soumettre la proposition aux Français. L'ambassadeur suggère de soumettre lui-même le projet au secrétaire général de l'Élysée. Le ministre des Affaires étrangères donnera son accord : « Faites-le le plus vite possible⁹⁹. » Henderson insiste également dans ses mémoires sur sa proximité avec le Premier ministre : lorsque ce dernier vient à Paris, l'ambassadeur l'accompagne dans ses trajets et c'est l'occasion de riches conversations entre les deux hommes. Henderson en profite toujours pour rappeler les efforts à faire pour entretenir la relation franco-britannique. L'ambassadeur n'attend pas toujours qu'on le consulte et prend des initiatives : il se met en contact avec le côté britannique pour alerter sur un problème particulier ou pour conseiller le gouvernement sur une politique à suivre. Pour cela, il a besoin d'être informé très rapidement de tout ce qui se passe au plus haut niveau, en premier lieu entre le président français et le Premier ministre britannique. C'est pourquoi l'ambassade britannique enverra une requête au secrétaire privé du 10 Downing Street, Patrick Wright, pour obtenir la retranscription des conversations téléphoniques entre Valéry Giscard d'Estaing et Callaghan en juillet 1976. L'ambassade demandera à ce que cette procédure devienne automatique, de manière à éviter les malentendus et à faciliter le travail de l'ambassade en faveur d'un rapprochement franco-britannique¹⁰⁰.

La préparation des rencontres bilatérales est l'occasion pour l'ambassadeur de lancer des initiatives. C'est par exemple Nicholas Henderson qui propose d'instituer des rencontres régulières qui seront annoncées à l'issue de la visite d'État de juin 1976. Le 20 avril 1976, à l'approche de la visite du président à Londres, Henderson adresse une longue lettre au ministre Anthony Crosland¹⁰¹ dans laquelle il décrit les relations franco-britanniques sous un jour sombre et propose des solutions pour les relancer, mettant en avant les intérêts britanniques pour donner du poids à son propos : « Les relations au plus haut niveau ne sont pas bonnes. Cette relation est préjudiciable aux intérêts fondamentaux de la Grande-Bretagne. La visite à venir offre une excellente opportunité à saisir. À l'issue de cette visite, les deux parties pourraient déclarer un nouveau schéma de réunions¹⁰². » Il en va de même à l'approche du sommet de Chequers des 12 et 13 décembre 1977 : Henderson rend visite au secrétaire général de l'Élysée, Jean François-Poncet, pour préparer le sommet et donne des conseils sur l'ordre du jour : « Il faudra surtout parler des échanges bilatéraux et de la coopération

99 NA/FCO 33/2882, Crosland à Henderson, 26 mai 1976

100 NA/FCO 33/2874, lettre de Kenneth James de l'ambassade britannique au secrétaire privé P. Wright, 21 juillet 1976.

101 Anthony Crosland est ministre dans quatre gouvernements travaillistes consécutifs entre 1964 et 1970. Lors du retour de son parti au pouvoir, en 1974, il est nommé secrétaire d'État pour l'Environnement avant d'être nommé ministre des Affaires étrangères par le Premier ministre James Callaghan en avril 1976. Il meurt en fonctions le 19 février 1977.

102 NA/FCO 33/2873, lettre de Nicholas Henderson à Crosland, 20 avril 1976.

franco-britannique. Il faut développer la coopération culturelle (échange d'étudiants, Conseil franco-britannique) ainsi que la coopération industrielle¹⁰³. » À cette occasion, Henderson est encore à l'origine d'un projet très important pour le développement des relations entre la France et la Grande-Bretagne : il s'agit d'organiser un colloque sur les relations franco-britanniques. C'est le Premier ministre Callaghan qui l'annoncera lors du sommet de Chequers en décembre 1977.

42

Les Français apprécient les informations que l'ambassadeur peut leur apporter dans la préparation du sommet. Henderson a indiqué notamment à François-Poncet les sujets que le Premier ministre Callaghan a l'intention d'évoquer¹⁰⁴. D'autre part, l'ambassadeur fait part à Gabriel Robin, conseiller technique au secrétariat général de la présidence, de « l'intérêt que l'on verrait à Londres à stimuler l'activité du conseil franco-britannique¹⁰⁵ ». De nouveau, à l'approche du sommet franco-britannique, en 1978, Henderson s'efforce de créer un climat favorable : il rencontre cette fois le secrétaire d'État Bernard-Reymond pour lui faire part de son inquiétude concernant la détérioration des relations franco-britanniques depuis le dernier sommet de Chequers en 1977 et plaider la cause britannique par rapport à l'Europe : « Certains hommes politiques exploitent le mécontentement des Anglais envers la CEE responsable d'après eux de l'augmentation des prix alimentaires, mais c'est seulement à des fins électorales. L'engagement européen est irréversible¹⁰⁶. » Le rôle de l'ambassadeur dans la préparation des sommets reflète bien la spécificité de son action, d'autant plus qu'il s'agit là de la clé de voûte des relations bilatérales.

Le poids du facteur humain :

Nicholas Henderson & les relations franco-britanniques

L'accès de l'ambassadeur aux personnes qui font partie du processus de décision au plus haut niveau traduit d'autre part la nature spécifique de sa position et varie en fonction de sa personnalité et de son engagement. Le cas de Nicholas Henderson (**fig. 1**) est tout à fait représentatif : homme non conventionnel, il prend des initiatives et manœuvre habilement entre le Quai et l'Élysée. Il joue un rôle primordial dans l'organisation de la visite d'État de juin 1976 et la mise en place des sommets franco-britanniques, comme nous le verrons plus loin. Ce rôle est reconnu au plus haut niveau en France. D'autre part, l'ambassadeur sait sur qui compter : Pierre-Brossolette par exemple, qu'il

103 5 AG 3/996, note de Jean François-Poncet au président, 10 novembre 1977.

104 5 AG 3/996, note de Jean François-Poncet à Valéry Giscard d'Estaing, 9 décembre 1977.

105 5 AG 3/996, note de synthèse de Gabriel Robin, 8 décembre 1977.

106 5 AG 3/996, entretien de Bernard-Reymond avec Henderson, 9 octobre 1978.

Fig. 1. Nicholas Henderson à son arrivée
à Heathrow, en mai 1982

trouve très sympathique, et qu'il rencontre souvent. Lors de l'élaboration de son projet de « sommets », Henderson sait qu'il faut jouer finement et éviter de passer par le Quai d'Orsay :

J'ai rendez-vous avec Pierre-Brossolette pour discuter de l'idée d'une déclaration commune sur des consultations futures à haut niveau. Claude me laisse penser que ce serait avisé de garder le projet secret entre l'Élysée et l'ambassade et de ne pas le lancer en pâture aux loups du Quai. Je pense que c'est vrai car, même si le président n'aime pas les Britanniques, il n'est pas gouverné par les réflexes gaullistes du Quai¹⁰⁷.

44

Henderson a été prévenu que son rôle n'allait pas être facilité par le président et qu'il ne fallait pas qu'il compte sur son charme personnel pour prétendre exercer la moindre influence sur lui. Il en conclut qu'il doit s'appuyer sur des gens comme Pierre-Brossolette, rappelant les affinités de ce dernier avec la Grande-Bretagne, fondées sur sa propre histoire : « Après l'arrestation de son père par les nazis en 1943, les Britanniques ont réussi à le faire entrer clandestinement, lui et sa mère, en Grande-Bretagne où ils ont passé le reste de la guerre. Il n'oubliera jamais cela¹⁰⁸. » Henderson poursuit sa stratégie avec le successeur de Pierre-Brossolette, Jean François-Poncet après 1976. Il manœuvre pour s'attirer ses bonnes grâces et obtenir des entretiens lorsque ses initiatives l'exigent, conscient de l'importance du personnage dans la hiérarchie élyséenne en politique étrangère : « Cet après-midi, j'ai appelé François-Poncet à l'Élysée. J'essaie de le voir régulièrement car il est plus proche de Valéry Giscard d'Estaing que n'importe qui d'autre. Je sais à quel point il est occupé donc je suis ravi de voir comme il accède facilement à ma demande quand je veux lui parler¹⁰⁹. » D'autre part, Henderson prend des initiatives dans le domaine de la coopération industrielle qui « a été [son] dada pendant quelque temps¹¹⁰ ». Ainsi, pendant six mois, à partir d'avril 1978, il met en œuvre ses relations et son habileté diplomatique pour favoriser la coopération franco-britannique sur Airbus, regrettant que la Grande-Bretagne se soit retirée du projet franco-allemand dès ses débuts. Il rencontre les dirigeants de British Aerospace et Rolls-Royce : « Ils ont entendu parler, je pense, de la pression que j'ai exercée sur Londres pour choisir l'option européenne plutôt que l'option américaine¹¹¹. » Lorsque la négociation aboutit, il exprime son soulagement et la fierté d'y avoir contribué, estimant que lui et l'ambassade ont « joué un

107 *Ibid.*

108 Nicholas Henderson, *Mandarin. The Diaries of an Ambassador*, op. cit., p. 89.

109 *Ibid.*, p. 188.

110 *Ibid.*, p. 153.

111 *Ibid.*, p. 158.

rôle important en gardant les aspects politiques en vue, même à travers les négociations prolongées¹¹² ». L'ambassadeur a fait du dossier aéronautique un instrument de la politique étrangère, accordant à la relation franco-britannique une place essentielle. L'action d'Henderson est particulière, liée à une personnalité hors norme. Comme il le dit lui-même, « personne à Londres ne [lui] a suggéré quoi que ce soit ; au contraire, [il a] parfois eu l'impression de trop en faire¹¹³ ».

Activisme britannique et attentisme français :
l'ambassadeur, instrument d'une politique

Les autres ambassadeurs britanniques à Paris participent à un même effort pour resserrer les liens entre la France et la Grande-Bretagne. Les discours de départ des ambassadeurs reflètent bien ce souci. Sir Edward Tomkins évoque déjà en 1975 la nécessité de créer une structure de concertation plus étroite : « Qu'est-ce qui ne va pas dans les relations franco-britanniques ? Il manque un contact au plus haut niveau ; nous devrions essayer d'établir nos relations avec la France sur les mêmes bases que celles avec l'Allemagne. La visite d'État de 1976 nous en donne l'occasion¹¹⁴. » Ce texte annonce la déclaration qui clôturera la visite de Valéry Giscard d'Estaing en Grande-Bretagne du 22 au 25 juin 1976. De même, Sir Reginald Hibbert souligne dans sa lettre d'adieu qu'« il est très important de ne pas négliger l'aspect bilatéral des relations franco-britanniques » et évoque pour qualifier la relation avec la France une « tendresse assortie d'agacements »¹¹⁵.

Le temps fort dans les relations bilatérales que constitue la mise en place des sommets permet de mettre en relief les différences entre les deux ambassades : alors qu'à Paris, les ambassadeurs travaillent au rapprochement des relations franco-britanniques, à Londres, les ambassadeurs français sont sur la défensive et adoptent une position attentiste. Ainsi, lorsque Jacques de Beaumarchais, l'ambassadeur français à Londres, demande au chef de la diplomatie britannique, Michael Palliser, le compte-rendu de sa visite à Paris pour savoir ce qu'il en est du projet de « sommet », ce dernier reste prudent : il se souvient de la requête de Pierre-Brossolette à Henderson de ne pas approfondir la question avec le Quai¹¹⁶. Les Britanniques connaissent les relations entre le Quai et l'Élysée. Ils sont également conscients que le Quai compte peu d'anglophiles : « Les réflexes gaullistes du Quai font que tout ce qui est proposé par les Britanniques

112 *Ibid.*, p. 225.

113 *Ibid.*, p. 243.

114 NA/FCO 33/2664, « Valedictory Despatch », 27 novembre 1975.

115 Sir Reginald Hibbert, « Valedictory Despatch », art. cit.

116 NA/FCO 33/2883, note du chef de la diplomatie britannique, 9 juin 1976.

est rejeté¹¹⁷. » Par conséquent, il n'est pas question d'associer l'ambassadeur français aux initiatives de l'ambassadeur britannique. L'ambassadeur français se trouve donc à Londres dans une situation peu confortable. Le choix de l'ambassadeur français à Londres est révélateur de la réserve du gouvernement français. Lorsque Jean Sauvagnargues est nommé à l'ambassade de Londres, les critiques sont nombreuses en Grande-Bretagne. Les circonstances de cette nomination tout d'abord sont dénoncées par certains, tels Roy Jenkins¹¹⁸, alors président de la Commission européenne et ami intime des Beaumarchais¹¹⁹ : « Les Beaumarchais ont appris de manière brutale leur déménagement. Valéry Giscard d'Estaing a renvoyé l'ambassadeur, décidant soudain de nommer à sa place l'ex-ministre des Affaires étrangères incompetent, Sauvagnargues¹²⁰. » Le diplomate est loin d'être considéré comme anglophile et n'est pas non plus loué pour ses compétences. Déjà son arrivée au ministère des Affaires étrangères avait soulevé des critiques : « En tant que ministre des Affaires étrangères, il se considérait comme l'instrument de la politique du président, plutôt que comme l'acteur de celle-ci. Il est douteux qu'il ait beaucoup d'influence sur Giscard. Il ne connaît pas grand-chose à la Grande-Bretagne¹²¹. » Une autre note du département d'Europe occidentale dresse un portrait peu flatteur du ministre. Attaché à la diplomatie traditionnelle, « vaniteux » et « imprégné de l'esprit du Quai¹²² », il est à classer dans la catégorie des « loups du Quai » déjà évoquée. Sir Kenneth James souligne pour le Foreign Office qu'« il a toujours montré de l'amitié pour la Grande-Bretagne » ; il ajoute que Sauvagnargues « n'a pas de connaissances de première main » et conclut : « Je doute qu'il ait l'envergure d'un grand homme politique¹²³. » Les Britanniques font remarquer d'autre part que la nomination de Sauvagnargues au poste de ministre des Affaires étrangères reflète avant tout la priorité que représente l'Allemagne dans la politique étrangère du président français, cette nomination leur montrant que « le gouvernement français veut axer sa politique sur ses relations avec l'Allemagne¹²⁴ ». Ainsi, lorsque Sauvagnargues est nommé ambassadeur à Londres, les Britanniques relèvent que c'est un homme de l'Allemagne qui arrive en Grande-Bretagne et rappellent ses études germaniques¹²⁵ ou son rôle dans les

117 Nicholas Henderson, *Mandarin. The Diaries of an Ambassador*, op. cit., p. 117.

118 Roy Jenkins, travailliste, est ministre d'État dans les années 1960 et 1970, notamment chancelier de l'Échiquier. Il occupe le poste de président de la Commission européenne de 1977 à 1981.

119 John Campbell, *Roy Jenkins : A Well-Rounded Life*, London, Jonathan Cape, 2014, p. 487.

120 Roy Jenkins, *European Diary, 1977-1981*, London, Bloomsbury Reader, 2012.

121 NA/FCO 33/3453, note sur Jean Sauvagnargues, WED, 9 janvier 1976.

122 NA/FCO 30/2087, note de Sir Kenneth James du 29 mai 1974.

123 *Ibid.*

124 *Ibid.*

125 Sauvagnargues est agrégé d'allemand.

négociations quadripartites sur Berlin de 1971. En tant qu'ambassadeur en effet, Sauvagnargues ne manifeste pas la même volonté qu'Henderson pour relancer les relations franco-britanniques. Lors de la préparation de la visite d'État et de la réflexion sur la mise en place de consultations régulières à haut niveau – qui deviendront les sommets franco-britanniques après 1976 –, Sauvagnargues fait part de fortes réserves. Il craint notamment que « cet arrangement évolue vers un arrangement du type franco-allemand, alors que les relations franco-britanniques sont d'un autre ordre¹²⁶ ». Trois ans plus tard, alors que la réflexion se développe à Londres sur l'opportunité d'intensifier le rythme des sommets franco-britanniques, le diplomate s'y oppose et indique qu'un sommet par an est suffisant, tout en rappelant son rôle dans la promotion de l'idée des sommets en 1976¹²⁷. De même, Sauvagnargues n'accorde pas beaucoup d'importance au Conseil franco-britannique, alors qu'Henderson compte beaucoup sur cette organisation pour relancer les relations franco-britanniques, comme le successeur d'Henderson, Hibbert, qui s'investit à fond dans l'organisation du colloque de Bordeaux, annoncé par Callaghan au sommet de Chequers en 1977, et qui se tiendra en septembre 1980. L'ambassadeur tente de convaincre le président de participer au colloque : il rencontre d'abord le secrétaire général de l'Élysée Jacques Wahl, en juillet 1980, et lui demande si la décision de Valéry Giscard d'Estaing est irréversible¹²⁸. Il revient à la charge en août, auprès de Wahl et auprès du secrétaire général du Quai, Bruno de Leusse¹²⁹.

Le déclin de la fonction ?

Le rôle de l'ambassadeur se transforme avec l'adhésion du Royaume-Uni à la CEE, de même qu'évolue la diplomatie en général. Henderson souligne que les responsables des différents ministères peuvent accomplir un travail de plus en plus important directement avec leurs homologues lorsqu'ils se retrouvent à l'occasion des réunions communautaires. Il en va de même pour les ministres. Henderson cite les propos du ministre des Affaires étrangères Owen¹³⁰ expliquant le déclin du rôle d'ambassadeur : quel intérêt d'avoir un ambassadeur sur place, à Paris, quand tout ce qu'il a à faire, c'est de décrocher son téléphone et de parler au ministre français des Affaires étrangères ? Selon Owen, il est plus facile de régler le problème soi-même plutôt que d'envoyer des instructions à un ambassadeur¹³¹. Cette analyse est critiquée par Henderson qui met en avant ses

126 NA/FCO 33/2883, conversations entre Sauvagnargues & Michael Palliser, 3 juin 1976.

127 NA/FCO 33/3938, compte-rendu de la visite à l'ambassadeur, 26 avril 1979.

128 5 AG 3/996, note de Jacques Wahl pour le président, 25 juillet 1980.

129 5 AG 3/996, note pour le président, 21 août 1980.

130 David Owen est ministre des Affaires étrangères du 22 février 1977 au 4 mai 1979.

131 Henderson, *Mandarin. The Diaries of an Ambassador, op. cit.*, p. 243.

initiatives personnelles en matière de coopération industrielle par exemple. Le rôle joué par certains ambassadeurs permet en effet de relativiser le déclin de la fonction. Hibbert, dans son discours d'adieu, évoque également l'évolution du travail de l'ambassadeur et ses conséquences, faisant le constat que « le volume élevé des communications et le développement de la diplomatie multilatérale transforment lentement l'ambassade en un microcosme de Whitehall¹³² ». Ce processus semble inévitable mais il ne faut pas négliger l'aspect bilatéral traditionnel des relations franco-britanniques¹³³. L'évolution plus générale de la diplomatie vers une spécialisation des dossiers à cause de leur complexité croissante entraîne également une dépossession progressive des attributions de l'ambassadeur. Jean-Marie Soutou témoigne de cet effacement :

48

Les représentants des deux autres grandes administrations, les Finances et les Armées, affirmaient une sorte d'autonomie par rapport à l'ambassadeur : conseillers financiers, commerciaux, militaires ne communiquaient pas assez avec l'ambassadeur. Ceci constituait une menace pour l'unité même de l'action d'une ambassade. Il fallait un ambassadeur qui ait beaucoup d'autorité pour atténuer en tout cas cette faiblesse¹³⁴.

Le jugement négatif sur l'évolution de la fonction doit cependant être relativisé. En France, les ambassadeurs savent que, dans les affaires importantes, leurs télégrammes sont lus par le président¹³⁵.

132 Whitehall représente le gouvernement britannique dans son ensemble.

133 Sir Reginald Hibbert, « Valedictory Despatch », art. cit.

134 Jean-Marie Soutou, *Un diplomate engagé*, op. cit., p. 364.

135 Samy Cohen & Marie-Claude Smouts, *La Politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing*, op. cit., p. 35.

Annexes

ENTRETIEN
AVEC LE PRÉSIDENT VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE JEUDI 20 SEPTEMBRE 2012

Paris, rue Bénouville (xvi^e arrondissement)

Parmi les Premiers ministres britanniques qui se succèdent au cours de votre septennat, Harold Wilson, James Callaghan puis Margaret Thatcher, avec lequel avez-vous le plus facilement négocié ?

Wilson était difficile et déplaisant, mauvais humainement. Les réunions européennes étaient difficiles avec lui. Il était en fin de règne. Il ne cherchait pas à améliorer les relations.

Callaghan était pro-européen, ou plutôt intéressé par l'Europe. Il était courtois, cherchant à améliorer les relations.

Les relations étaient difficiles avec Thatcher. Elle voulait constamment affirmer sa supériorité, surtout la supériorité des femmes sur les hommes. C'était son caractère : elle voyait les négociations comme une bataille, avec vainqueurs et vaincus. Donc, ce qui était déplaisant, c'est qu'après une négociation dans laquelle tout le monde y avait trouvé son compte, elle affirmait publiquement avoir gagné sur les autres.

Pour le président, les deux pays les plus semblables sont le Royaume-Uni et la France :

Tradition monarchique, même culture intellectuelle, vieille démocratie, similitudes au niveau social, pays ayant eu un empire colonial et donc des responsabilités mondiales.

Mais les Britanniques ne voulaient pas d'une union contraignante (sauf peut-être Edward Heath).

Quels étaient les sujets les plus délicats que vous aviez à traiter avec les Britanniques ?

Pendant son mandat, deux moments importants de négociations :

Négociations monétaires (Jenkins, Callaghan). Callaghan n'y était pas complètement opposé mais n'a pas participé.

Négociations avec les États-Unis en matière de défense (euromissiles/SS 20). À la conférence de la Guadeloupe, Callaghan s'est montré très coopératif.

Il y a eu aussi l'affaire Thatcher, l'affaire irritante de son « I want my money back ». La situation était en trompe l'œil car d'apparence le Royaume-Uni était en déficit avec la CEE, à cause de ses droits de douane. C'était une période de tension, Thatcher avait un ton désagréable.

La France a-t-elle imposé ses vues au Royaume-Uni ?

Il n'y avait pas trop de contradiction entre les objectifs des deux pays. La France traitait plutôt de la construction européenne avec l'Allemagne et des affaires mondiales avec les Britanniques.

Qui a eu l'idée des rencontres régulières entre chefs d'État et de gouvernement et ministres français et britanniques (les sommets franco-britanniques) ?

310

C'était une idée de Pompidou. C'était une bonne idée, même s'il n'y avait pas de substance très intense, c'étaient des occasions de parler. C'étaient des rencontres plus détendues, moins formelles qu'avec les Allemands. Souvent, on choisissait des lieux avec des possibilités de détente (Rambouillet, la maison de campagne du Premier ministre britannique). Il n'y avait pas de conflit car chacun savait ce que voulait l'autre (par exemple l'accord monétaire européen en 1978). Vis-à-vis de la construction européenne, les Britanniques freinent mais veulent en être.

Le président français souligne qu'il apprécie la diplomatie britannique car elle a deux qualités principales :

Rapidité de circulation de l'information ; aisance de la mise en commun des informations (entre services).

Il conclut :

C'est une diplomatie très rapide.

La visite d'État de juin 1976 a été décrite à l'époque comme marquant un tournant historique dans les relations franco-britanniques. Qu'en avez-vous pensé à l'époque ? Et dans les années qui suivirent ?

Cette visite fut merveilleuse, avec un temps caniculaire. J'avais beaucoup de considération, de sympathie, pour la reine. Nous avons exactement le même âge, ce qui nous rapproche, crée des liens. Roy Jenkins, ministre de l'Intérieur, a tout organisé. C'est une visite sans grande portée. Il y eut un seul moment pénible : le discours à la Chambre, car tout le monde s'attendait à ce que je parle mal anglais. Avec la reine, nous avons échangé des cadeaux lors du dîner à Buckingham. Je vous livre une anecdote : l'ambassadeur britannique en France m'a demandé ce qui me ferait plaisir. Je ne savais pas trop quoi dire ; le montant

du plafond autorisé pour les cadeaux d'État était d'environ cinq mille francs. Je finis par demander un chien. Ce chien viendra d'une portée d'une chienne de la reine. Après Londres, la visite d'État s'est poursuivie en Écosse avec un dîner au château royal à Édimbourg dans une ambiance détendue.

Par rapport à vos prédécesseurs, avez-vous insufflé un changement avec le Royaume-Uni ?

Il n'y avait pas de contentieux (Pompidou avait permis au Royaume-Uni de rentrer dans la CEE) mais de la distance. (Pompidou n'aimait pas l'Allemagne.)

Avec lui, l'ambiance se réchauffe.

Quels moyens utilisiez-vous pour communiquer avec le Royaume-Uni ?

Peu le téléphone, ce qui faisait une grande différence avec Helmut Schmidt, mais c'est logique car la France et la RFA s'étaient engagées à se consulter et à ne pas afficher de position différente, il fallait donc constamment se parler. Il n'y avait pas besoin de communiquer beaucoup car il y avait peu d'objectifs communs. La voie diplomatique classique était utilisée.

Jean François-Poncet était le plus anglophile de mes ministres des Affaires étrangères. J'avais de bonnes relations avec Henderson, mais avec ses prédécesseurs aussi. Les ambassadeurs britanniques avaient toujours quelque chose qui les rattachait à la France (une femme, une résidence secondaire...), ce qui facilitait les conversations.

Le Conseil franco-britannique avait peu ou pas d'influence.

Les Britanniques étaient-ils plus antisoviétiques que vous ?

Le président ne répond pas de manière tranchée :

Idéologiquement, c'est assez difficile à dire : Peut-être un peu plus. Il y avait un débat à l'ONU sur le désarmement et des propositions sur les moyens de contrôle. J'ai fait des propositions au niveau européen. Le Royaume-Uni n'était pas enthousiaste à cause de ses liens avec les États-Unis.

Comment fonctionnait le triangle Paris-Londres-Bonn ?

C'est une idée qui n'est pas pertinente, elle ne fonctionne pas. Ce n'est pas un triangle. Les relations avec le Royaume-Uni et la RFA étaient de même niveau mais sur des sujets différents : avec le Royaume-Uni, le monde ; avec la RFA, l'Europe, l'intégration.

Y a-t-il eu un Premier ministre britannique « européen » ?

Edward Heath autant que nous, décidé à aller aussi loin que nous.

Après lui, personne, même s'ils sont « soft » sur la construction européenne. Jenkins était favorable à un meilleur fonctionnement, une meilleure organisation de la CEE. Jenkins était hostile au système monétaire européen (à cause de la livre, de la politique active de la Banque d'Angleterre).

Sur la politique énergétique :

Il n'y avait pas de différences. Il y a eu une réunion du G7 à Londres sur les quotas d'achat de pétrole. La France et le Royaume-Uni étaient dans des situations différentes car le Royaume-Uni était producteur. Mais il n'y avait pas d'oppositions.

Sur l'Afrique :

Il n'y avait pas de conflit à propos des relations à avoir avec la Rhodésie ou l'Afrique du Sud car c'est clairement la zone d'influence britannique. Les deux pays avaient la même position sur l'apartheid, une position « prudente » pour qu'elle se termine sans engendrer le chaos.

312

Avez-vous été plus anglophile que vos prédécesseurs ?

Oui, je lis en anglais tous les soirs. Ma femme est de culture anglaise. Je ne lis le matin que des journaux de langue anglaise. Dans les négociations, je parlais anglais. Sauf quand les négociations étaient serrées ou techniques, je parlais français et je me faisais traduire car chaque mot compte à ce moment-là.

Y'avait-il des tensions, des conflits entre l'Élysée et le Quai d'Orsay ?

Non, il y avait une bonne communication. Louis de Guiringaud était très anglophile.

Sur le nucléaire :

Il n'y a pas eu de coopération nucléaire avec le Royaume-Uni car les Britanniques dépendaient totalement des États-Unis et la France avait fait le choix de l'indépendance totale. Il n'y a eu aucune volonté de la France ou du Royaume-Uni pour un projet européen sur ce sujet.

Sur l'aéronautique :

Dans le domaine de l'espace, les Britanniques se sont impliqués mais n'ont pas beaucoup participé. Sur Airbus, le projet était franco-allemand à la base ; il a fallu faire une place au Royaume-Uni et donc déterminer la part des avions à réaliser par eux (15 % dans le système).

Les questions agricoles ont-elles gêné les relations franco-britanniques ?

Oui, car ils trouvaient que la PAC coûtait trop cher, même s'ils en profitaient aussi. Il y avait un désaccord permanent. Ils remettaient ça sur la table chaque année au moment du vote du budget alors que la France voulait l'application simple du traité.

Y a-t-il eu un rapprochement britannique vers l'Europe à cause de la diminution de la relation spéciale avec les États-Unis ?

C'est difficile à dire. Il faudrait demander aux Britanniques. Je pense qu'à terme, les Britanniques rejoindront l'Europe sur la monnaie (dans une quarantaine d'années) car les États-Unis vont s'éloigner de plus en plus du modèle anglo-saxon et donc le Royaume-Uni sera amené à se rapprocher de l'Europe.

Les Britanniques avaient-ils une vision de l'Europe dans les années 1970 ?

Non, même Churchill n'en avait pas. À la rigueur peut-être Heath.

Remarques sur les acteurs de l'époque :

Gabriel Robin était très loyal, même s'il était assez « anti-OTAN » et de culture gaulliste. Claude Pierre-Brossolette, à l'époque secrétaire général de l'Élysée, ne s'occupait que des affaires internationales. Je le voyais tous les jours. Il recevait les ambassadeurs. Il traitait les télégrammes à me présenter. Il avait un bureau au même étage que moi.

DISCOURS DE VALÉRY GISCARD D'ESTAING
AU PARLEMENT LE 23 JUIN 1976

Monsieur le Lord chancelier, Monsieur le speaker, je vous remercie des paroles que vous venez de prononcer pour m'accueillir dans ce palais de Westminster qui est, pour le peuple britannique, un haut lieu de son histoire et de ses institutions, et qui demeure pour le monde entier, et pour nous autres Français, le symbole d'une réussite inégalée dans l'art, pour les hommes libres, de se gouverner eux-mêmes. Parmi les vertus de votre Parlement, celle qui me paraît la plus digne d'admiration est la capacité qu'il a montrée, à chaque époque, de s'adapter aux temps nouveaux. Son rôle, sa composition, son équilibre interne se sont constamment modifiés depuis ses origines. Né d'une réaction de résistance à l'arbitraire du pouvoir, il s'est fait l'éducateur de la démocratie avant de s'en faire l'expression. Il a ouvert progressivement ses rangs à toutes les classes de la nation, et a toujours été assez sage pour consentir à temps aux réformes nécessaires. Il n'est pas étonnant que la nation britannique lui garde sa confiance. C'est à lui qu'elle doit, pour une large part, d'avoir traversé les siècles, comme ces navigateurs assez habiles pour tirer parti des vents contraires aussi bien que des vents favorables. Cette aptitude à s'adapter sans cesser d'être soi-même, cette faculté d'accepter le changement sans perdre la continuité sont les signes qui distinguent la vigueur des institutions. Elles sont aussi la marque des peuples forts. Si j'en parle aujourd'hui, c'est qu'elles me paraissent également nécessaires à nos deux pays pour s'adapter à une autre époque sur laquelle souffle ce que l'un de vos anciens Premiers ministres a appelé avec justesse le vent du changement. Or, ce vent, pour une fois, il ne souffle pas au travers de la Manche, d'un de nos pays vers l'autre, il vient de l'extérieur, et au lieu de nous éloigner, il nous rapproche. On peut parler sans fin des rapports de la Grande-Bretagne et de la France. On est sûr de faire sourire en évoquant l'histoire de cette très ancienne amitié, vaguement entrecoupée de huit siècles de rivalités et de guerre. Au xvi^e siècle, votre poète Philip Sidney en donnait la meilleure définition : « *That sweet enemy, France* ». Je noterai seulement que ce long antagonisme est pratiquement inséparable de la formation de nos personnalités historiques, et de même que l'adolescent se forme par antagonisme, de même les plus anciens États historiques d'Europe, je veux dire la France et la Grande-Bretagne, se sont largement constitués en s'opposant, ce qui est d'ailleurs une façon de s'appuyer l'un sur l'autre. Je n'abuserai pas de ce thème bien connu, si ce n'est pour vous

dire ceci : les motifs qui ont été à l'origine de la rivalité séculaire de nos deux pays sont ceux qui nous invitent aujourd'hui puissamment à nous rapprocher et à nous entendre. Je veux dire : le voisinage et la similitude de nos ambitions.

Le voisinage vient de prendre une forme organisée : celle de notre participation, pour la première fois dans notre histoire, à une même institution : la Communauté économique européenne. Depuis l'ouverture de la négociation d'adhésion en 1970, jusqu'au référendum de 1975, la Grande-Bretagne a annoncé, puis confirmé son choix historique. La France qui s'était interrogée, vous le savez, sur le sens de votre volonté, se réjouit d'être désormais votre partenaire. Depuis treize ans, nous avons dialogué des deux côtés de la porte, ce qui explique d'une part que nous nous soyons relativement peu rencontrés, et d'autre part que nous ne nous soyons pas toujours compris. Aujourd'hui, les données sont différentes. Nous souhaitons avoir avec vous des rapports aussi actifs et aussi confiants que ceux que nous entretenons avec nos premiers partenaires du Marché commun. Aussi, je souhaite que nous convenions d'organiser, avec votre Premier ministre, une rencontre annuelle régulière de nos deux gouvernements. Celle-ci serait complétée par un calendrier de consultations politiques, au niveau des ministres des Affaires étrangères, et des réunions appropriées de hauts fonctionnaires. Au sein de la Communauté, nous devons accroître nos relations bilatérales. Respectables mais insuffisantes sur le plan du commerce, prestigieuses, grâce au Concorde, mais limitées sur le plan industriel et technologique, nous devons faire plus et mieux. Je souhaite que nos gouvernements recherchent, avant leur prochaine rencontre, des domaines précis de haute technologie et des perspectives commerciales favorables où nous puissions associer nos efforts. La similitude de nos ambitions, source de nos anciennes rivalités, puisque nous voulions faire la même chose, mais l'accomplir à la place de l'autre, peut contribuer au progrès de l'Europe sur deux plans : l'organisation de l'Europe, et la définition de son rôle international. Le débat est ouvert, entre les membres de notre communauté, sur la manière d'organiser l'Europe. C'est un débat nécessaire. En son absence, nous prendrions des décisions dispersées, sans conception d'ensemble. Nous accumulerions des règlements et des administrations dont notre continent est suffisamment pourvu. Mais c'est un débat difficile parce qu'il a été longtemps obscurci et passionné par des querelles de doctrine. Aujourd'hui, après vingt-cinq ans d'une première expérience, nous devrions l'aborder dans le réalisme et la sécurité.

Aucun de nos États ne détient à lui seul une vérité que nous devons, au contraire, rechercher ensemble. C'est un fait, cependant que la longue expérience historique de la Grande-Bretagne et de la France peut être utile à cette recherche. Cette expérience montre que les mécanismes comptent moins que la volonté politique. La Grande-Bretagne s'est passée de Constitution

depuis les origines, la France en a usé un grand nombre, exemples différents, même leçon : l'organisation d'une nation se décrète moins par un traité qu'elle ne se définit progressivement par ses actes. C'est en réunissant l'action de nos gouvernements et en les faisant agir ensemble que nous forgerons notre unité européenne. L'Europe n'a pas jusqu'à présent de réalité politique mondiale. Elle participe assurément à des négociations commerciales et monétaires. Elle contribue largement à certains organismes de développement. Mais sur le plan politique, celui ou se forme, au travers des luttes ou dans la proposition idéologique le destin des peuples, l'Europe est absente ou muette. Nous le savons bien, nous qui avons été conduits par la force de nos ambitions, et par la diversité de nos intérêts, vous plus encore que nous, à participer à tous les problèmes du monde. Puis-je vous dire l'impression profonde que m'a fait, il y a trois ans, le premier trajet qui m'a conduit de Malaisie en Inde, puis au Moyen-Orient, et que j'y ai découvert l'immense capacité de travail et d'organisation que vous avez déployée sur la plus vaste partie du monde. Nous avons renoncé ensemble aux empires et aux impérialismes. Mais nous en avons gardé un intérêt pour les grands problèmes de notre univers et un réseau d'amitié qui nous y associe. Il me paraît utile que nous travaillions ensemble, avec nos partenaires, à donner une présence politique internationale à l'Europe, présence pacifique mais forte d'une expérience qui peut contribuer à dénouer les crises, à réduire les tensions, et à exprimer la vitalité des institutions démocratiques.

Monsieur le Lord chancelier, Monsieur le speaker, il ne suffit pas que je vous rende visite pour m'imaginer que nous traversons une circonstance historique. Et pourtant, voici que je suis le premier chef d'État français à être reçu au Parlement britannique depuis que nous faisons partie d'une même organisation. Les Plantagenêts, les Tudors, Charles VI et Charles VII, Henri VIII et François I^{er}, Napoléon, Pitt et Wellington, verraient-ils dans cette réunion la ruine ou la consécration de leurs efforts ? Chercheraient-ils à vaincre ou à s'unir ? Puisque nous voici ensemble, je souhaite que nous apportions une même contribution à l'organisation de l'Europe, faite de nos souvenirs et de notre expérience. Je souhaite que nos deux vieux pays se réjouissent d'entrer dans une époque où ils pourront, sans arrière-pensées, réaliser leur ancienne idée de se rapprocher, de se comprendre et sans doute de s'unir¹.

1 Ce discours est disponible en ligne : <http://discours.vie-publique.fr/notices/767013900.html>.

ANNEXE 3

DÉCLARATION COMMUNE DU 24 JUIN 1976

En anglais. Source : NA/ FO 33/2885

TABLEAU SYNOPTIQUE DES RÉUNIONS :
FRANCE, ROYAUME-UNI, ALLEMAGNE, CE, G7

Les échelles de négociations			
Présidence des Communautés	Type de réunions	Lieu	Date
Luxembourg	Visite d'État	Londres	22-25 juin
	G7	San Juan (Porto Rico, États-Unis)	27-28 juin
Pays-Bas	Sommet franco-allemand	Hambourg	5-6 juillet
	CE	Bruxelles	12-13 juillet
	Sommet franco-britannique	Rambouillet	11-12 novembre
	CE	La Haye	29-30 novembre
Royaume-Uni	Sommet franco-allemand	Paris	3-4 février
	G7	Londres	7-8 mai
	Sommet franco-allemand	Bonn	16-17 juin
Belgique	CE	Bruxelles	5-6 décembre
	Sommet franco-britannique	Chequers	12-13 décembre
Danemark	Sommet franco-allemand	Paris	6-7 février
	CE	Copenhague	7-8 avril
Allemagne	CE	Brême	6-7 juillet
	G7	Bonn	16-17 juillet
	Sommet franco-allemand	Aix-la-Chapelle	14-15 septembre
	Sommet franco-britannique	Paris	24 novembre
	CE	Bruxelles	4-5 décembre
France	Conférence de la Guadeloupe		5 janvier
	Sommet franco-allemand	Paris	20-22 février
	CE	Paris	12-13 mars
	Visite de Thatcher	Paris	5 juin
	CE	Strasbourg	21-22 juin
	G7	Tokyo	28-29 juin
Irlande	Sommet franco-allemand	Bonn	1-2 octobre
	Sommet franco-britannique	Londres	19-20 novembre
	CE	Dublin	29-30 novembre
Italie	Sommet franco-allemand	Paris	4-5 février
	CE	Venise	12-13 juin
	G7	Venise	22-23 juin
Luxembourg	Sommet franco-allemand	Bonn	10-11 juillet
	Sommet franco-britannique	Paris	19 septembre
	CE	Luxembourg	1-2 décembre
Pays-Bas	Sommet franco-allemand	Paris	5-6 février
	CE	Maastricht	23-24 mars

TABLEAU SYNOPTIQUE DES ENJEUX

Enjeux croisés dans les échelles de négociation				
Présidence des Communautés	Type de réunion	Lieu	Date	Enjeux croisés
Luxembourg	Visite d'État	Londres	22-25 juin	Déclaration commune: nouvelle coopération, dans une perspective européenne pour agir sur les orientations mondiales
	G7	San Juan (Porto Rico, États Unis)	27-28 juin	Stabilité monétaire Économie d'énergie Libéralisme Dialogue Nord Sud
Pays-Bas	CE	Bruxelles	12-13 juillet	Convergence des politiques économiques Interdépendance
	Sommet franco-britannique	Rambouillet	11-12 novembre	Crise (industries traditionnelles) Concurrence du Japon Importations de pétrole Relations Est-Ouest
	CE	La Haye	29-30 novembre	Relations avec le Japon CCEI Commerce international
Royaume-Uni	G7	Londres	7-8 mai	Stabilité monétaire Économie d'énergie Libéralisme Dialogue Nord Sud
Belgique	CE	Bruxelles	5-6 décembre	Solidarité monétaire Détérioration des relations commerciales (Japon) Relations Est-Ouest
	Sommet franco-britannique	Chequers	12-13 décembre	Problèmes commerciaux internationaux Comité de Coopération industrielle (CCI) Énergie SALT
Danemark	CE	Copenhague	7-8 avril	Relance de l'économie mondiale : stratégie communautaire Croissance des échanges mondiaux Relations avec Japon
Allemagne	CE	Brême	6-7 juillet	SME Énergie Dialogue Nord-Sud
	G7	Bonn	16-17 juillet	Réduction de la dépendance énergétique Libéralisation Intégration des PED

1976

1977

1978

Enjeux croisés dans les échelles de négociation

Présidence des Communautés	Type de réunion	Lieu	Date	Enjeux croisés	
Allemagne	Sommet franco-britannique	Paris	24 novembre	SME NCM Coopération industrielle Détente	1978
	CE	Bruxelles	4-5 décembre	SME : effet stabilisateur sur l'économie mondiale Relations Est-Ouest	
France	Conférence de la Guadeloupe		5 janvier	Relations Est-Ouest SALT	1979
	CE	Paris	12-13 mars	Coordination des politiques économiques Énergie Japon	
	Visite de Thatcher	Paris	5 juin	Énergie SME Conjoncture mondiale	
	CE	Strasbourg	21-22 juin	SME Japon Énergie	
	G7	Tokyo	28-29 juin	Stratégie énergétique commune Plafond d'importations pétrolières Renforcer le GATT Relations Nord-Sud Lutter contre l'inflation	
Irlande	Sommet franco-britannique	Londres	19-20 novembre	Pétrole : dialogue producteurs-consommateurs SME Détente	1980
	CE	Dublin	29-30 novembre	Convergence des économies Politique énergétique Pétrole : dialogue producteurs-consommateurs	
Italie	CE	Venise	12-13 juin	Coopération avec PED Crise économique Énergie	1981
	G7	Venise	22-23 juin	Équilibre à trouver entre approvisionnement et demande d'énergie Relations avec PED Inflation	
Luxembourg	Sommet franco-britannique	Paris	19 septembre	Énergie Industrie Relations Est-Ouest	1981
	CE	Luxembourg	1-2 décembre	Inflation SME : contribution à un nouvel ordre monétaire Innovation et recherche Commerce international	
Pays-Bas	CE	Maastricht	23-24 mars	Politique monétaire : intensifier le dialogue avec États-Unis Restructuration de la sidérurgie Relations Nord-Sud	1981

LES ENJEUX DE LA RELATION FRANCO-BRITANNIQUE DANS LES SOMMETS

Les sommets franco-britanniques sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing				
Dates et lieu des sommets	Thèmes	Objectifs français spécifiques	Objectifs britanniques spécifiques	
Coopération économique bilatérale :				
11-12 novembre 1976 Rambouillet	Industrie :			
	Armement.			
	Aéronautique : avion européen à cent places	Engagement renforcé sur la coopération européenne	Prix plancher du pétrole importé (MSP)	
	Sidérurgie : crise, concurrence japonaise	Pétrole : contrats d'exploitation	Coopération à Superphénix	
	Automobile, chantiers navals, électricité	Collecteur pour le gaz		
	Énergie :			
	Nucléaire			
	Pétrole, gaz			
	Questions communautaires :			
	Énergie			
Pêche				
PAC	Politique énergétique commune UEM	Maintien des MCM		
Approfondissement et élargissement		Coopération politique		
Élections directes du Parlement européen				
Coopération bilatérale :				
12-13 décembre 1977 Chequers	Consultations périodiques entre experts économiques et Comité de coopération industrielle (CCI)			
	Armement : avion de combat tactique; coopération trilatérale			
	Énergie : achats français d'électricité en Grande-Bretagne par câble transmanche	Prépondérance franco-allemande dans Airbus Industrie	Rôle majeur pour la Grande-Bretagne	
	Industrie : aéronautique (avion civil 160 places)			
	Coopération culturelle : échanges, conseil franco-britannique			

Les sommets franco-britanniques sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing

Dates et lieu des sommets	Thèmes	Objectifs français spécifiques	Objectifs britanniques spécifiques
12-13 décembre 1977 Chequers	Questions communautaires : Énergie Pêche Aéronautique Situation monétaire PAC Élargissement : Grèce, Portugal, Espagne Défense : GEIP ; garantie nucléaire franco-britannique pour l'Europe ?	Réforme d'Euratom	
	Questions multilatérales : Afrique : Zaïre, Rhodésie Commerce (NCM) SALT et sécurité européenne (missiles de croisière)	« Croissance ordonnée des échanges » Question américano-soviétique	Forum euro-stratégique
24 novembre 1978 Paris	Questions bilatérales : Coopération industrielle		Promouvoir le CCI
	Questions communautaires : Comité des Trois Sages Avenir de l'Europe à la veille de l'élection au suffrage direct Union économique et monétaire (UEM)	Composition et mandat des « trois sages » SME	
	Questions multilatérales : Détente et relations Est-Ouest Désarmement Moyen-Orient Afrique	Conférence européenne sur le désarmement	
19-20 novembre 1979 Londres	Questions bilatérales : Pétrole Nucléaire civil Nucléaire militaire Câble transmanche	Participation à l'exploration off-shore	Coopération avec Framatome
	Questions communautaires : Pétrole : répartition par pays des importations : dialogue producteurs-consommateurs Budget Mouton SME Désarmement	Budget, mouton : questions à traiter au CE uniquement	Budget : assurer les positions britanniques avant le CE de Dublin SME : attendre la stabilisation de la livre après la suppression du contrôle des changes
	Questions mondiales : Pétrole Afrique : Rhodésie, Afrique du Sud Pétrole : forum spécial Place de la France et de la Grande-Bretagne dans le monde Détente	Dialogue producteurs-consommateurs	Afrique : Obtenir le soutien de la France

Les sommets franco-britanniques sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing			
Dates et lieu des sommets	Thèmes	Objectifs français spécifiques	Objectifs britanniques spécifiques
19 septembre 1980 Paris	Coopération bilatérale :		Libéralisme économique
	Industrie	Baisse des prix du pétrole britannique	Modernisation de la force de dissuasion
	Pétrole		Relance du programme nucléaire
	Nucléaire		
	Questions communautaires :		
Pêche	Budget : à réserver au cadre communautaire		
Mouton			
Beurre néo-zélandais			
Sucre			
	Budget		
Questions mondiales :			Position très ferme à l'égard de l'URSS
	Relations Est-Ouest		

ENTRETIEN
 AVEC LE PRÉSIDENT VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
 LE MERCREDI 22 NOVEMBRE 2017

Paris, rue de Bénouville (xvi^e arrondissement)

Les relations franco-britanniques apparaissent comme une série d'occasions manquées. Vous avez lancé beaucoup d'initiatives, les Britanniques relèvent la présence d'une vision de l'Europe qui n'existe pas chez eux. Dans les archives britanniques on trouve pour vous désigner le terme « *The idea's man* ». Tout était-il joué dès le début ?

Les Britanniques ont une vision de l'Europe en fait. Ce n'est pas une vision très explicite (donc pas dans les discours). C'est plutôt une espèce de culture. C'est cette vision que j'ai pu observer : d'une part, ils n'aiment pas le continent européen et ne le respectent pas. Ils considèrent que par rapport à eux, à l'éducation, aux différences culturelles, aux bonnes manières... l'Europe est en-dessous d'eux. Et donc, ils veulent bien avoir des relations avec l'Europe, mais ils ne pensent pas qu'ils en font partie. Ils n'ont pas participé aux avancées européennes : Schengen, l'euro, Maastricht... Tout cela vient de leur culture collective, c'est profond en eux.

Depuis dix ans, ils sont de moins en moins européens à cause de leur problème central : l'immigration, qu'ils ont pourtant voulue au départ. Souhaitée pour la main d'œuvre, elle est devenue excessive. Ils ont donc cherché à la limiter. Dès ce moment se répand une campagne selon laquelle l'Union européenne était une prison : on pouvait y entrer mais l'on ne pouvait pas en sortir. J'ai voulu y répondre en rédigeant moi-même un article sur la sortie de l'Union. Cet article est intégré dans le traité de Lisbonne. C'est un article assez simple, qui devrait rendre beaucoup moins compliquée la sortie. Les négociations sont aujourd'hui trop longues, trop compliquées à cause de la Commission. Il y a un problème difficile, et un seul c'est le problème financier.

Avez-vous cru pendant votre septennat que les Britanniques allaient jouer le jeu finalement ? Quand vous avez mené les négociations sur le système monétaire européen par exemple, vous avez laissé la porte ouverte pour que les Britanniques puissent le rejoindre plus tard. Y avez-vous cru ?

Non. Il y a une différence entre espérer et croire. Normalement, comme nous sommes le plus petit continent (face à l'Amérique du Nord, la Chine), il faut

que tout le monde soit ensemble. À propos de l'intégration monétaire, peut-être y arriverait-on un jour, mais j'étais très sceptique.

Dans les années 1970, l'adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE était vue en France comme une chance pour l'Europe ; Jean-Marie Soutou pose la question : « Que pourra être une Europe sans l'Angleterre ? » L'adhésion devait permettre d'accroître le poids de l'Europe dans le monde. Cela a-t-il été le cas selon vous ?

Il n'y a pas de réponse catégorique. La Grande-Bretagne avait une image de solitude, avec une démarche particulière. Par exemple, pour l'entrée de la Turquie, alors que certains pays y étaient opposés, les Britanniques ont multiplié les démarches en faveur de cette entrée. Dans les relations euro-américaines, l'aspect positif était que la Grande-Bretagne était du côté européen dans les négociations, en dépit de sa relation spéciale avec les États-Unis. Le jeu n'était pas faussé ici.

332

La Grande-Bretagne était un obstacle à l'intégration européenne dans un certain nombre de domaines, notamment la défense. Durant votre septennat, avez-vous été bloqué par les Britanniques ?

Non, car on savait qu'ils ne participeraient pas aux projets. C'était négatif pour les petits pays tels que le Danemark ou la Norvège qui étaient retenus par leurs liens traditionnels avec la Grande-Bretagne.

Le chancelier allemand Helmut Schmidt écrit dans son livre *L'Europe s'affirme* (2001) qu'il a été très déçu par les Anglais et très rapidement et il écrit en 2001 qu'il n'attend plus rien d'eux, et que la Grande-Bretagne constitue juste un frein pour l'Europe. À partir de quand est-il devenu si pessimiste ?

Les Allemands étaient plus optimistes que nous sur l'entrée de la Grande-Bretagne dans l'Europe. Helmut Schmidt ne voyait pas d'obstacle insurmontable à une bonne intégration. C'était un sujet abordé très souvent avec lui. Helmut Schmidt s'est lassé des Britanniques et a cédé pour apaiser les relations Grande-Bretagne – CEE, même si ce n'était pas justifié.

Vous étiez plus proche de la Grande-Bretagne quant à la place et au poids dans le monde : vous pouviez parler des affaires mondiales. C'était un avantage d'avoir la Grande-Bretagne dans l'Europe ?

Il ne faut pas exagérer le poids des affaires mondiales dans la vie de l'Europe. Ce n'était ni un obstacle ni un atout. Helmut Schmidt ne s'intéressait en dehors de l'Europe qu'à la Chine. Moi-même aussi et un peu à l'Amérique latine. L'Europe pouvait se permettre de gérer son organisation sans pression

extérieure. Mais la globalisation est apparue avec Clinton et son ministre des Finances, un ancien de Goldman Sachs, ce qui signifiait globalisation comme ouverture du monde aux États-Unis.

Avec le Brexit, pensez-vous que l'Europe va s'affaiblir ? Ou au contraire est-ce une chance à saisir ?

Elle s'affaiblit un peu en poids, par le nombre d'habitants, un tissu industriel... En sens inverse, un handicap est levé pour courir plus vite : l'intégration européenne est libérée d'un poids. Entre Maastricht et le traité de Paris, la Grande-Bretagne n'a cessé de jouer le mauvais rôle. Le Brexit dépouille la démarche européenne de l'un de ses obstacles, elle était devenue compliquée. La volonté européenne devient plus unanime, donc cela augmente les chances de réussite. Mais le monde change, avec la technologie, la création d'un changement de civilisation, il faut que l'Europe s'adapte.

Lundi 13 novembre 2017, vingt-trois pays de l'Union européenne se sont engagés à Bruxelles à relancer l'Europe de la défense : ce qui n'a pas pu se faire avec les Britanniques est-il possible maintenant ?

Non. L'Europe de la défense est une illusion. Les textes nécessaires existent depuis longtemps mais on n'a rien fait. Le problème c'est que la sécurité globale du continent est assurée par l'OTAN, mais la sécurité partielle, c'est-à-dire de chaque État, l'est par eux-mêmes et le problème central ce sont les frontières méditerranéennes.

Par exemple, la construction d'un avion de combat ? Cela avait échoué dans les années 1970...

Il est probable que la nouvelle génération d'armement sera issue de l'Europe continentale, mais peut-être avec une coopération britannique.

Êtes-vous aussi optimiste que Federica Mogherini qui a parlé d'un « moment historique pour la défense européenne » ?

Non, ni pessimiste. Pour les fabrications en matière de défense, au contraire, car la France et la Grande-Bretagne dépensaient le plus. Les accords bilatéraux pourront continuer.

Que pensez-vous des positions du président Emmanuel Macron sur l'Europe ?

Macron est sincèrement européen, mais il faut prendre de bonnes mesures. Par exemple avec la défense : le problème nucléaire ? La France qui est le seul pays détenteur de l'arme atomique maintenant dans l'Union partagera-t-elle

ses moyens ? Il faut procéder dans l'ordre : création d'un ordre économique cohérent, après une monnaie, ensuite la fiscalité, et ensuite les dettes...

Êtes-vous pour une refonte des traités ?

Non. Le problème c'est de mieux les appliquer, mettre fin au harcèlement bureaucratique de la Commission : elle est sortie de son rôle. Il y a trop de commissaires, le bon chiffre, comme le disait le dernier bon président de la Commission Jacques Delors, c'est treize. À vingt-huit, tout se complique, tout s'alourdit avec des cabinets trop volumineux. Il faut aussi revoir leur application. Par exemple, la Commission n'a pas à prendre parti en matière diplomatique. C'est le rôle du Conseil européen, comme le fait depuis quelques mois le président actuel. Il faut un président du Conseil fort. Il faut faire attention à l'idée absurde de l'égalité entre les États (comme par exemple Chypre et l'Allemagne). Il faudrait un système où les pays les plus peuplés se concertent avant. Le nouveau système de vote issu de la Constitution est un bon système avec une majorité qualifiée et non avec l'unanimité. Il faut l'utiliser davantage. Il faut que la Commission et le Conseil rentrent dans leur domaine de compétence. C'est le monde annexe, sans légitimité, qui irrite les opinions publiques.

334

À la fin des années 1970 déjà, il était question d'une Europe à deux vitesses et le cas de la Grande-Bretagne était parfois posé (fallait-il la mettre à l'écart de certains projets ?) : cela aurait-il permis d'éviter le Brexit ?

À deux vitesses, c'est trop compliqué. Depuis le début, il y a deux projets européens : un projet de libre-échange avec un marché unique et un projet d'intégration pour ceux qui le veulent. Le deuxième a besoin d'être encouragé pour faire face aux défis du monde mais le problème c'est l'engagement des pays. Les volontaires sont les six fondateurs, avec l'Espagne, le Portugal et l'Autriche. La Grèce a trop de problèmes, elle ne peut pas en supporter le poids. D'autre part, il faut regarder de plus près les négociations commerciales (comme l'a dit Macron) et ceux qui négocient car ils sont souvent d'un faible niveau, notamment de responsabilité et de légitimité.

Voyez-vous les Britanniques revenir sur leur décision ?

Non. Ils vont essayer de développer leurs relations avec leur ancien empire, l'Australie, le Canada...

L'opinion britannique dans les années 1960 n'était pas pro-européenne...

Oui, c'est vrai, il n'y avait pas d'attachement à l'Europe. D'autant plus que la presse, presque unanime, n'aime pas l'Europe et met en exergue tous ses défauts.

Aurait-on pu éviter le Brexit ?

À mon avis, non. Il n'y a pas eu de rapprochement des identités. Qui était pro-européen ? Ted Heath était le seul vrai européen, il voulait devenir européen. Roy Jenkins était pro-européen par raisonnement, d'où une bonne gestion des relations Royaume-Uni – Europe ; il participait aux discussions. L'ambassadeur Nicholas Henderson était européen dans sa façon de vivre.

Le Brexit viendrait d'un manque d'éducation européenne ?

L'Europe a déclenché deux guerres mondiales, on ne peut pas effacer tout cela d'un seul coup. Il y a les obstacles des langues et des cultures. Pour les langues, on n'y peut rien, mais on pourrait suivre la règle d'utiliser l'anglais courant pour négocier et conserver les langues nationales pour les textes officiels et le domaine juridique. Il faut par ailleurs développer l'enseignement de l'allemand. Partout en Europe, finalement, on a des cultures assez proches, il existe bien une culture européenne.

BIBLIOGRAPHIE

DYNAMIQUES DES SYSTÈMES INTERNATIONAUX

- ALLAIN, Jean-Claude (dir.), *La Moyenne Puissance au XX^e siècle. Recherche d'une définition*, Paris, Fondation pour les études de défense nationale/Institut d'histoire des conflits contemporains, 1989.
- BADEL, Laurence, « Milieux économiques et relations internationales : bilan et perspectives de la recherche au début du XXI^e siècle », *Relations internationales*, n° 157, 2014/1, p. 3-23.
- , « Pour une histoire de la diplomatie économique de la France », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 90, 2006/2, p. 169-185.
- BADIE, Bertrand, « L'adieu au gladiateur ? La mondialisation et le renouveau des relations internationales », *Relations internationales*, n° 124, 2005/4, p. 95-106.
- BÉLY, Lucien, SOUTOU, Georges-Henri, THEIS, Laurent & VAÏSSE, Maurice (dir.), *Dictionnaire des ministres des Affaires étrangères (1589-2004)*, Paris, Fayard, 2005.
- & SOUTOU, Georges-Henri, « Les relations internationales », dans SIRINELLI, Jean-François, CAUCHY, Pascal & GAUVARD, Claude (dir.), *Les Historiens à l'œuvre (1995-2010)*, Paris, PUF, 2010, p. 261-286.
- CHASSAIGNE, Philippe & MARX, Roland, *Histoire de la Grande-Bretagne*, Paris, Perrin, coll. « Tempus », 2004.
- , *La Grande-Bretagne et le monde de 1815 à nos jours*, Paris, Colin, 2009.
- , *Les Années 1970. Fin d'un monde et origine de la modernité*, Paris, Armand Colin, 2012.
- DULPHY, Anne & MANIGAND, Christine, « Entretien avec Robert Frank », *Histoire@Politique*, n° 19, 2013/1, p. 216-227.
- DUROSELLE, Jean-Baptiste, « Politique intérieure et politique extérieure », *Relations internationales*, n° 37, printemps 1984, p. 7-16.
- , *Tout empire périra. Une vision théorique des relations internationales*, Paris, Armand Colin, 1992.
- FRANK, Robert, « La France et son rapport au monde au XX^e siècle », *Politique étrangère*, vol. 65, n° 3-4, 2000, p. 827-839.
- , « Penser historiquement les relations internationales », *Annuaire français de relations internationales*, n° 4, 2003, p. 42-65.
- (dir.), *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris, PUF, 2012.
- GENESTE, Pascal, *Archives de la présidence de la République française. Valéry Giscard d'Estaing*, Paris, Archives nationales/Somogy, 2007.

- GIRAULT, René « L'histoire des relations internationales peut-elle être une histoire totale ? », dans *Enjeux et puissances. Pour une histoire des relations internationales au XX^e siècle : mélanges en l'honneur de Jean-Baptiste Duroselle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1986, p. 29-39.
- , *Être historien des relations internationales*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1998.
- GOMART, Thomas, « La relation bilatérale : un genre de l'histoire des relations internationales », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 65-66, « Hommage à René Girault », janvier-juin 2002, p. 65-68.
- GUILLEN, Pierre, « Politique intérieure et relations internationales », *Relations internationales*, n° 41, printemps 1985, p. 111-124.
- , « Écrire l'histoire de la politique extérieure de la France », *Relations internationales*, n° 83, 1995, p. 131-137.
- JEANNESSON, Stanislas, « Diplomatie et politique étrangère de la France contemporaine : un bilan historiographique depuis 1990 », *Histoire, économie & société*, vol. 31, n° 2, « Nouvelles approches en histoire de la France contemporaine », 2012, p. 88-98.
- LAÏDI, Zaki, *La Norme sans la force. L'Énigme de la puissance européenne*, Paris, Presses de Sciences Po, 2005.
- RENOUVIN, Pierre & DUROSELLE, Jean-Baptiste, *Introduction à l'histoire des relations internationales*, Paris, Armand Colin, 1995.
- SANDERSON, Claire & GUIEU, Jean-Michel (dir.), *L'Historien et les relations internationales. Autour de Robert Frank*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2012.
- SMOUTS, Marie-Claude (dir.), *Les Nouvelles Relations internationales. Pratiques et théories*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998.
- , *Dictionnaire des relations internationales. Approches, concepts, doctrines*, Paris, Dalloz, 2006.
- SOUTOU, Georges-Henri, *La Guerre de Cinquante ans. Les relations Est-Ouest (1943-1990)*, Paris, Fayard, 2001.
- , « Introduction à la problématique des mondialisations », *Relations internationales*, n° 123, 2005, p. 8-9.
- Relations internationales*, n° 82, « Conjoncture économique et relations internationales », 1995 ; n° 123, « Mondialisations-1 », 2005/3 ; n° 124, « Mondialisations-2 », 2005/4.

ACTEURS

Biographies

Valéry Giscard d'Estaing

BERNARD, Mathias, *Valéry Giscard d'Estaing. Les Ambitions déçues*, Paris, Armand Colin, 2014.

BOTHOREL, Jean, *Un si jeune président*, Paris, Grasset, 1995.

CORCELETTE Jean-Pierre & ABADIE, Frédéric, *Valéry Giscard d'Estaing*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2008.

DUHAMEL, Alain, *La République giscardienne*, Paris, Grasset, 1980.

HARGROVE, Charles, *L'Autre Giscard. Valéry Giscard d'Estaing vu par un Anglais*, Paris, éditions J. A., 1981.

VALANCE, George, *VGE. Une vie*, Paris, Flammarion, 2011.

Jean François-Poncet

DULPHY, Anne & MANIGAND, Christine, « Portrait de Jean François-Poncet », *Histoire@Politique*, n° 1, 2007/1, p. 11-15.

Élisabeth II d'Angleterre

PIMLOTT, Ben, *The Queen. A Biography of Elizabeth II*, London, HarperCollins, 1998.

ROCHE, Marc, *Élisabeth II. Une vie, un règne*, Paris, La Table Ronde, 2012.

James Callaghan

CONROY, Harry, *Callaghan*, London, Haus Publishing, 2006.

MORGAN, O. Kenneth, *Callaghan. A Life*, Oxford, OUP, 1998.

Margaret Thatcher

CAMPBELL, John, *The Iron Lady. Margaret Thatcher from Grocer's Daughter to Prime Minister*, London, Penguin Books, 2011.

SERGEANT, Jean-Claude, *La Grande-Bretagne de Margaret Thatcher (1979-1990)*, Paris, PUF, coll. « Perspectives anglo-saxonnes », 1994.

THIÉRIOT, Jean-Louis, *Margaret Thatcher. De l'épicerie à la Chambre des lords*, Paris, Éditions de Fallois, 2007.

Harold Wilson

PIMLOTT, Ben, *Harold Wilson*, London, HarperCollins, 1993.

ROUTLEDGE, Paul, *Wilson*, London, Haus Publishing, 2007.

ZIEGLER, Philip, *Wilson. The Authorised Life*, London, Weidenfeld & Nicolson, 1993.

CAMPBELL, John, *Roy Jenkins. A Well-rounded Life*, London, Jonathan Cape, 2014.

LUDLOW, N.Piers, *Roy Jenkins and the European Commission Presidency, 1976-1980, at the heart of Europe*, Palgrave, Macmillan, 2016.

Mémoires et témoignages

BARRE, Raymond, *L'Expérience du pouvoir. Entretiens avec Jean Bothorel*, Paris, Fayard, 2007.

CALLAGHAN, James, *Time and Chance*, London, Politico's, 2006.

COLES, John, *Making Foreign Policy. A Certain Idea of Britain*, London, John Murray, 2000.

FRANCOIS-PONCET, Jean, *37, quai d'Orsay*, Paris, Odile Jacob, 2008.

FROMENT-MEURICE, Henri, *Vu du Quai*, Paris, Fayard, 1998.

340 GISCARD D'ESTAING, Valéry, *Démocratie française*, Paris, Fayard, 1976.

–, *Le Pouvoir et la Vie*, Paris, Le Livre de poche, 2007.

–, Entretiens du 20 septembre 2012 et du 22 novembre 2017 avec Laurence Baratier-Negri.

HARGROVE, Charles, *Un gentleman du Times*, Paris, Tallandier, 2001.

HENDERSON, Nicholas, *The Private Office*, London, Littlehampton Book Services Ltd., 1984.

–, *Channels and Tunnels: Reflections on Britain and Abroad*, London, Weidenfeld & Nicholson, 1987.

–, « Valedictory dispatch », 31 mars 1979, dans HENDERSON, Nicholas, *Channels and Tunnels. Reflections on Britain and Abroad*, London, Weidenfeld & Nicholson, 1987, p. 143-158.

–, *Mandarin. The Diaries of an Ambassador*, London, Phoenix Press, 2000.

JENKINS, Roy, *European Diary (1977-1981)*, London, Collins, 1989.

–, *A Life at the Centre. Memoirs of a Radical Reformer*, London, Random House, 1993.

PALLISER, Michael, « L'élargissement de la Communauté vu de Londres », dans BERNARD, Jean-René, CARON, François, VAÏSSE, Maurice & WOIMANT, Michel (dir.), *Georges Pompidou et l'Europe*, Paris, éditions Complexe, 1995.

ROBIN, Gabriel, *Entre empire et nations. Penser la politique étrangère*, Paris, Odile Jacob, 2004.

SCHMIDT, Helmut, *Des Puissances et des hommes*, Paris, Plon, 1989.

–, *L'Europe s'affirme*, Paris, Éditions de Fallois, 2001.

SOUTOU, Jean-Marie, *Un diplomate engagé*, Paris, Éditions de Fallois, 2011.

THATCHER, Margaret, *10 Downing Street*, Paris, Albin Michel, 1993.

WILSON, Harold, *The Governance of Britain*, London, Weidenfeld & Nicholson, 1976.

–, *Final Term: Labour Government (1974-1976)*, London, Weidenfeld & Nicholson, 1979.

LES SYSTÈMES DE REPRÉSENTATIONS

BITSCH, Marie-Thérèse, LOTH, Wilfried & BARTHEL, Charles (dir.), *Cultures politiques, opinions publiques et intégration européenne*, Bruxelles, Bruylant, 2007.

COURCEL, Geoffroy de, « France et Grande-Bretagne, une complémentarité difficile », *Politique étrangère*, vol. 46, n° 1, 1981.

CROUZET, François, *De la supériorité de la France sur l'Angleterre. L'économique et l'imaginaire (XVII-XX^e siècle)*, Paris, Perrin, 1985.

–, « Images d'outre-Manche : la France vue par les Britanniques, la Grande-Bretagne vue par les Français (1904-2004) », *Histoire, économie & société*, vol. 25, n° 1, 2006, p. 131-141.

DAUDY, Philippe, *Les Anglais*, Paris, Plon, 1989.

DAVID, François, *Autopsie de la Grande-Bretagne*, Paris, Hachette, 1976.

DAVIS, Richard, « Les relations franco-britanniques vues à travers les dessins de presse de la Troisième à la Cinquième République », *Revue LISA E-journal*, vol. 1, n° 1, 2003, p. 55-74.

–, « Français et Anglais, quels Européens ? », dans GAZEAU, Véronique & GENET, Jean-Philippe (dir.), *La France et les îles Britanniques : un couple impossible ?*, actes du colloque du GDR 2136, CNRS-Paris I, Caen, 20 septembre 2007, Paris, Publications de la Sorbonne, 2012.

FRANK, Robert, « Qu'est-ce qu'un stéréotype ? », dans JEANNENEY, Jean-Noël (dir.), *Une idée fausse est un fait vrai. Les stéréotypes nationaux en Europe*, Paris, Odile Jacob, 2000, p. 17-26.

GENET, Jean-Philippe & RUGGIU, François-Joseph (dir.), *Les idées passent-elles la Manche ? Savoirs, représentations, pratiques (France-Angleterre, X^e-XX^e siècle)*, Paris, PUPS, 2007.

GUIFFAN, Jean, *Histoire de l'anglophobie en France. De Jeanne d'Arc à la vache folle*, Paris, Terre de brume, 2004.

LE BRETON, Jean-Marie (dir.), *La France et la Grande-Bretagne. Mythes et préjugés*, Paris, L'Harmattan, 2007.

SANDERSON, Claire, « British Public Opinion and Europe Since 1973: Ambivalence or Mis-representation? », dans DULPHY Anne & MANIGAND, Christine (dir.), *Public Opinion and Europe: National Identity in a European Perspective*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2004, p. 151-163.

–, « La notion de civilisation dans la politique étrangère britannique de 1945 à nos jours », *Revue d'histoire diplomatique*, vol. 123, n° 2, « La notion de civilisation dans le système international européen (XIX^e-XX^e siècles) », dir. SOUTOU, Georges-Henri, 2009, p. 163-175.

SINCLAIR-STEVENSON, Christopher, *That Sweet Enemy: A Personal View of France and the French*, London, Jonathan Cape, 1987.

TACHIN, Agnès, *Amie et rivale. La Grande-Bretagne dans l'imaginaire français à l'époque gaullienne*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2009.

–, « Le voyage officiel du général de Gaulle à Londres en avril 1960, regards croisés franco-britanniques », dans GAZEAU, Véronique & GENET, Jean-Philippe (dir.), *La France et les îles Britanniques : un couple impossible ?*, actes du colloque du GDR 2136, CNRS-Paris I, Caen, 20 septembre 2007, Paris, Publications de la Sorbonne, 2012.

TOMBS, Isabelle & TOMBS, Robert, *La France et le Royaume-Uni. Des ennemis intimes*, Paris, Armand Colin, 2012.

342

POLITIQUE ÉTRANGÈRE ET PROCESSUS DE DÉCISIONS

BARTLETT, Christopher J., *British Foreign Policy in the Twentieth Century*, London, Macmillan, 1989.

BERSTEIN, Serge, RÉMOND, René & SIRINELLI, Jean-François (dir.), *Les Années Giscard. Institutions et pratiques politiques (1974-1978)*, Paris, Fayard, 2003.

– & SIRINELLI, Jean-François (dir.), *Les Années Giscard. 1978-1981 : les institutions à l'épreuve ?*, Paris, Armand Colin, 2010.

CHARLOT, Monica, *L'Angleterre (1945-1980). Le temps des incertitudes*, Paris, Imprimerie nationale, 1981.

COHEN Samy, « Prospective et politique étrangère. Le CAP du ministère des Relations extérieures », *Revue française de science politique*, vol. 32, n° 6, 1982, p. 1055-1076.

– et SMOUTS, Marie-Claude, *La Politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1985.

–, *La Monarchie nucléaire. Les coulisses de la politique étrangère sous la V^e République*, Paris, Hachette, 1986.

–, « Décision, pouvoir et rationalité dans l'analyse de la politique étrangère », dans SMOUTS, Marie-Claude (dir.), *Les Nouvelles Relations internationales. Pratiques et théories*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998, chap. III, p. 75-91.

DICKIE, John, *Inside the Foreign Office*, London, Chapmans, 1992.

HARRIS, Trevor, *Une certaine idée de l'Angleterre. La Politique étrangère britannique au XX^e siècle*, Paris, Armand Colin, 2008.

- HENNESSY, Peter, *The Prime Minister: The Office and its Holders Since 1945*, London/New York, St. Martin's Press, 2001.
- KESSLER, Marie-Christine, *La Politique étrangère de la France. Acteurs et processus*, Paris, Presses de Sciences Po, 1999.
- LERUEZ, Jacques, *Le Système politique britannique depuis 1945*, Paris, Armand Colin, 1994.
- LA GORCE, Paul-Marie de, « Bilan d'un septennat, la politique extérieure française », *Politique étrangère*, vol. 46, n° 1, 1981, p. 89-104.
- LA SERRE, Françoise de, LERUEZ, Jacques & WALLACE, Helen, *Les Politiques étrangères de la France et de la Grande-Bretagne depuis 1945. L'inévitable ajustement*, Paris/New York, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques/Berg, 1990.
- OTTE, Ythomas G., *The Makers of British Foreign Policy: From Pitt to Thatcher*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2002.
- PARR, Helen, « Un Foreign Office miniature dédié à l'Europe ? », dans BADEL, Laurence, JEANNESSON, Stanislas & LUDLOW, Piers (dir.), *Les Administrations nationales et la construction européenne. Une approche historique (1919-1975)*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, coll. « Euroclio », 2005, p. 207-237.
- REYNOLDS, David, *Britannia Overruled. British Policy and World Power in the Twentieth Century*, London, Longman, 1993.
- SANDERSON, Claire, « Margaret Thatcher et la politique extérieure du Royaume-Uni : vision, conviction, intransigeance », dans DELAUNAY, Jean-Marc & DENECHÈRE, Yves (dir.), *Femmes et relations internationales au XX^e siècle*, Paris, Presses de la Sorbonne Nouvelle, 2006, p. 27-37.
- SANDERSON, Claire, *Perfide Albion ? L'affaire Soames et les arcanes de la diplomatie britannique*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2011.
- & TORRENT, Mélanie (dir.), *La Puissance britannique en question. Diplomatie et politique étrangère au XX^e siècle*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2012.
- TRISTRAM, Frédéric, « Un instrument politique mal assumé ? L'entourage de Valéry Giscard d'Estaing à l'Élysée de 1974 à 1981 », *Histoire@Politique*, n° 8, mai-août 2009.
- VÀISSE, Maurice, *La Grandeur. Politique étrangère du général de Gaulle (1958-1969)*, Paris, Fayard, 1998.
- , *La Puissance ou l'influence ? La France dans le monde depuis 1958*, Paris, Fayard, 2009.
- WALLACE, William, *Foreign Policy and the Political Process*, London, Macmillan, 1972.
- , *The Foreign Policy process in Britain*, London, Royal Institute of International Affairs, 1975.

WARLOUZET, Laurent, « Le Quai d'Orsay face au traité de Rome, la direction des affaires économiques et financières de 1957 à 1975 », dans BADEL, Laurence, JEANNESSON, Stanislas & LUDLOW, Piers (dir.), *Les Administrations nationales et la construction européenne. Une approche historique (1919-1975)*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, coll. « Euroclio », 2005, p. 139-169.

LA FRANCE, LE ROYAUME-UNI ET L'EUROPE

BADEL, Laurence & BUSSIÈRE, Éric, *François-Xavier Ortoli. L'Europe, quel numéro de téléphone ?*, Paris, Descartes & Cie, 2011.

BADEL, Laurence, JEANNESSON, Stanislas & LUDLOW, Piers (dir.), *Les Administrations nationales et la construction européenne. Une approche historique (1919-1975)*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, coll. « Euroclio », 2005.

344 BERBÉRI, Claude, *Le Parti travailliste et les syndicats face aux questions monétaires européennes*, Paris, L'Harmattan, 2005.

BERSTEIN, Serge & SIRINELLI, Jean-François (dir.), *Les Années Giscard. Valéry Giscard d'Estaing et l'Europe (1974-1981)*, Paris, Armand Colin, 2006.

BITSCH, Marie-Thérèse, *Histoire de la construction européenne de 1945 à nos jours*, Bruxelles, éditions Complexe, 2003.

BOSSUAT, Gérard, *Faire l'Europe sans défaire la France. Soixante ans de politique d'unité européenne des gouvernements et des présidents de la République française (1943-2003)*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, coll. « Euroclio », 2005.

BRIVATI, Brian & JONES, Harriet, *From Reconstruction to Integration: Britain and Europe since 1945*, Leicester, Leicester UP, 1993.

BUSSIÈRE, Éric & WILLAERT, Émilie, *Un projet pour l'Europe. Georges Pompidou et la construction européenne*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2010.

–, DUJARDIN, Vincent, DUMOULIN, Michel, LUDLOW, Piers, BOROUWER, Jon Willem & TILLY, Pierre (dir.), *Histoire et mémoires d'une institution. La Commission européenne (1973-1986)*, Luxembourg, Office des publications officielles des Communautés européennes, 2014.

DELOGE, Pascal : « La coopération aéronautique européenne : à quel prix ? Le dilemme belge », *Histoire, économie & société*, vol. 29, n° 4, « L'Europe des coopérations aéronautiques », 2010.

– & BURIGANA, David, « Les coopérations aéronautiques en Europe dans les années 1950-1980 : une opportunité pour relire l'histoire de la construction européenne ? », *Histoire, économie & société*, vol. 29, n° 4, « L'Europe des coopérations aéronautiques », 2010, introduction.

DROIT, Yohan, « L'European Fighter Aircraft : le rendez-vous manqué de la coopération aéronautique européenne, 1978-1985 », *Histoire, économie &*

- société*, vol. 29, n° 4, « L'Europe des coopérations aéronautiques », 2010, p. 103-116.
- , *L'Avion de combat Rafale. De la matrice européenne à l'avion mondial ? Histoire d'un programme d'armement majeur des années 1970 à nos jours*, thèse de doctorat sous la dir. d'Éric Bussière, université Paris-Sorbonne, 2014.
- DULPHY, Anne & MANIGAND, Christine, *La France au risque de l'Europe*, Paris, Armand Colin, 2006.
- DU RÉAU, Élisabeth, *L'Europe en construction*, Paris, Hachette, 2001.
- FRANK, Robert et DU RÉAU, Élisabeth (dir.), *Dynamiques européennes. Nouvel espace, nouveaux acteurs (1969-1981)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2002.
- , *Les Identités européennes au XX^e siècle. Diversités, convergences et solidarités*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2004.
- GĂINAR, Maria, *Aux origines de la diplomatie européenne. Les Neuf et la coopération politique européenne de 1973 à 1980*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2012.
- GEORGE, Stephen, *An Awkward Partner: Britain in the European Community*, Oxford, OUP, 1998.
- GERBET, Pierre, *La Construction de l'Europe*, Paris, Armand Colin, 2007.
- GILMOUR, Ian, « L'Europe politique », *Politique étrangère*, vol. 45, n° 2, 1980, p. 487-498.
- GRYGOWSKI, Dimitri, *Les États-Unis et l'unification monétaire de l'Europe*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2009.
- LA SERRE, Françoise de, « Quelle Europe pour quelle Grande-Bretagne ? », *Politique étrangère*, vol. 45, n° 3, 1980.
- , *La Grande-Bretagne et la Communauté européenne*, Paris, PUF, 1987.
- LUDLOW, Peter, *Making of the European Monetary System*, London, Elsevier Science & Technology Books, 1982.
- MAY, Alex (dir.), *Britain, the Commonwealth and Europe: The Commonwealth and Britain's Applications to Join the European Communities*, London, Palgrave Macmillan, 2001.
- MÖCKLI, Daniel, *European Foreign Policy During the Cold War: Heath, Brandt, Pompidou and the Dream of Political Unity*, London/New York, Tauris, 2008.
- MOURLON-DRUOL, Emmanuel, « Economist or Monetarist? The Difficult Creation of an Internal French Consensus about European Monetary Integration (1974-1976) », dans AFFINITO, Michele, MIGANI, Guia & WENCKEL, Christian (dir.), *Les Deux Europes*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, coll. « Euroclio », 2009, p. 213-225.
- , « Filling the EEC Leadership Vacuum? The Creation of the European Council in 1974 », *Cold War History*, vol. 10, n° 3, 2010, p. 315-339.

- , *A Europe Made of Money. The Emergence of the European Monetary System*, Ithaca, Cornell UP, 2012.
- PARR, Helen, « Anglo-French Nuclear Collaboration and Britain's Policy Towards Europe », dans VAN DER HARST, Jan (dir.), *Beyond the Customs Union: the European Community's Quest for Completion, Deepening and Enlargement (1969-1975)*, Bruxelles, Bruylant, 2007, p. 35-61.
- , « “The Nuclear Myth”: Edward Heath, Europe, and the International Politics of Anglo-French Nuclear Cooperation 1970-3 », *International History Review*, vol. 35, n° 3, 2013, p. 534-555.
- RÜCKER, Katrin, « Le plan Werner, le système monétaire européen et l'europanisation dans les années 1970 », *L'Europe en formation*, n° 353-354, 2009.
- , « Diplomatie européenne et relations internationales : la dimension internationale du premier élargissement de l'Union européenne », *Relations internationales*, n° 146, 2011/2, p. 109-124.
- SAINT PÉRIER, Amaury de, *Valéry Giscard d'Estaing, la France et l'Europe monétaire. La persévérance récompensée*, thèse de doctorat sous la dir. d'Éric Bussière, université Paris-Sorbonne, 2008, 315 p.
- , *La France, l'Allemagne et l'Europe monétaire de 1974 à 1981. La persévérance récompensée*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013.
- SANDERSON, Claire, *L'Impossible Alliance ? France, Grande-Bretagne et défense de l'Europe (1945-1958)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003.
- , « France/Grande-Bretagne, regards croisés sur la défense européenne », *Relations Internationales*, n° 117, printemps 2004, p. 87-100.
- , « Coopération franco-britannique et défense européenne : une perspective historique », *Les Champs de Mars*, n° 15, « Cent ans d'Entente cordiale : la défense au Royaume-Uni », dir. CHARILLON, Frédéric, 2004, p. 15-36.
- , « La Grande-Bretagne et l'Europe de l'après-guerre à Maastricht : le règne de l'ambivalence », dans BEAUPRÉ, Nicolas & MOINE, Caroline (dir.), *L'Europe de Versailles à Maastricht. Visions, moments et acteurs des projets européens*, Paris, Seli Arslan, 2007, p. 217-224.
- SCHNAPPER, Pauline, *La Grande-Bretagne et l'Europe. Le grand malentendu*, Paris, Presses de Science Po, 2000.
- TREVOR, Harris, *La Grande-Bretagne et l'Europe depuis 1945*, Paris, Ellipses, 1999.
- VÀISSE, Maurice, « Valéry Giscard d'Estaing et la défense européenne », dans BERSTEIN, Serge, RÉMOND, René & SIRINELLI, Jean-François (dir.), *Les Années Giscard. Valéry Giscard d'Estaing et l'Europe (1974-1981)*, Paris, Armand Colin, 2006.

VARSORI, Antonio & MIGANI, Guia (dir.), *L'Europe sur la scène internationale dans les années 1970. À la découverte d'un nouveau monde*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2011.

WALLACE, William, *Britain in Europe*, London, Heinemann, 1980.

LA FRANCE ET LE ROYAUME-UNI FACE À LA CRISE DES ANNÉES 1970, ENTRE SOLUTIONS NATIONALES ET TRANSNATIONALES

BADEL, Laurence, JEANNESSON, Stanislas & LUDLOW, Piers (dir.), *Les Administrations nationales face aux défis européens du XX^e siècle*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2005.

BERSTEIN, Serge, RÉMOND, René, & SIRINELLI, Jean-François (dir.), *Les Années Giscard. Les réformes de société (1974-1981)*, Paris, Armand Colin, 2007.

–, CASANOVA, Jean-Claude & SIRINELLI, Jean-François, *Les Années Giscard. La politique économique (1974-1981)*, Paris, Armand Colin, 2009.

BLOCH-LAINÉ, François (dir.), *La France en mai 1981. Forces et faiblesses*, Paris, La Documentation française, 1982.

BONHOMME, Noël, « Les Européens au G7 : entre intérêts communautaires et gouvernance mondiale, 1975-1985 », *Les Cahiers Irice*, n° 9, « Régionalisme européen et gouvernance mondiale au XX^e siècle », 2012/1, p. 73-89.

–, « Sommets du G7 et régulation économique internationale dans les années 1970 », *Relations internationales*, Paris, n° 157, 2014/1, p. 111-130.

BUSSIÈRE, Éric, DUMOULIN, Michel & SCHIRMANN, Sylvain (dir.), *Milieux économiques et intégration européenne au XX^e siècle. La crise des années 1970. De la conférence de La Haye à la veille de la relance des années 1980*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, coll. « Euroclio », 2006.

–, DUMOULIN, Michel & SCHIRMANN, Sylvain (dir.), *Milieux économiques et intégration européenne au XX^e siècle. La relance des années quatre-vingt (1979-1992)*, Paris, CHEFF, 2007.

ELLI, Mauro, « The UK Role in the European Community. EEC Energy Policy at the Eve of the Oil Crisis », dans AFFINITO, Michele, MIGANI, Guia & WENCKEL, Christian (dir.), *Les Deux Europes*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, coll. « Euroclio », 2009, p. 295-311.

GARAVINI, Giuliano & PETRINI, Francesco, « Continuity or Change? The 1973 Oil Crisis Reconsidered », dans VARSORI, Antonio & MIGANI, Guia (dir.), *L'Europe sur la scène internationale dans les années 1970. À la découverte d'un nouveau monde*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2011, p. 211-231.

LAVERDINES, Georges, « Le libéralisme organisé ou le combat de Jacob », *Pouvoirs*, n° 9, « Le giscardisme », 1979, p. 17-26.

- Les Cahiers Irice*, n° 9, « Régionalisme européen et gouvernance mondiale au XX^e siècle [actes de la table ronde des 15 et 16 décembre 2011] », 2012/1.
- LE BRETON, Jean-Marie (dir.), *La France et le Royaume-Uni dans un monde en mutation*, Paris, L'Harmattan, 2005.
- , *France-Grande-Bretagne. Réussites et défis*, Paris, L'Harmattan, 2008.
- MÉNIL, Georges de, « De Rambouillet à Versailles : un bilan des sommets économiques », *Politique étrangère*, vol. 47, n° 2, 1982, p. 403-417.
- MOURLON-DRUOL, Emmanuel, « Integrating an International Political Economy Dimension into European Integration History: The Challenges of the 1970s », *Journal of European Integration History*, vol. 17, n° 2, 2011, p. 335-341.
- , « Regional Integration and Global Governance: The Example of the European Council (1974-1986) », *Les Cahiers Irice*, n° 9, « Régionalisme européen et gouvernance mondiale au XX^e siècle », 2012/1, p. 91-104.
- , « Managing from the Top: Globalisation and the Rise Of Regular Summitry, mid 1970's-early 1980's », *Diplomcy and Statecraft*, vol. 23, n° 4, 2012, p. 679-703.
- & ROMERO, Federico (dir.), *International Summitry and Global Governance: The Rise of the G7 and the European Council (1974-1991)*, London/New York, Routledge, 2014.
- POPE, Rex, *The British Economy since 1945: A Study in Decline?*, London, Routledge, 2013.
- POTTIER, Frédéric, « La rencontre de Rambouillet », *Politique étrangère*, vol. 41, n° 1, 1976, p. 13-25.
- VAN LAER, Arthe, « Quelle politique industrielle pour l'Europe ? Les projets des Commissions Jenkins et Thorn (1977-1984) », dans BUSSIÈRE, Éric, DUMOULIN, Michel & SCHIRMANN, Sylvain (dir.), *Milieux économiques et intégration européenne au XX^e siècle. La relance des années quatre-vingt (1979-1992)*, CHEFF, Paris, 2007, p. 7-53.

FRANCE ET ROYAUME-UNI : DÉTENTE ET DÉFENSE NATIONALE

- BAULON, Jean-Philippe, « Au risque de l'isolement ou de l'alignement : la politique de la France dans la crise des euromissiles (1977-1987) », *Revue d'histoire diplomatique*, vol. 124, n° 2, 2010, p. 163-187.
- , « Un tournant dans la politique française de non-prolifération : la présidence Giscard », *Revue d'histoire diplomatique*, vol. 126, n° 2, 2012.
- BILANDŽIC, Vladimir, DAHLMANN, Dittmar & KOSANOVIĆ, Milan (dir.), *From Helsinki to Belgrade: The First CSCE Follow-up Meeting and the Crisis*, Bonn, Bonn UP, 2012.

- BOZO, Frédéric, *La France et l'OTAN. De la guerre froide au nouvel ordre européen*, Paris, Masson, 1991.
- BROWN, Martin D., « A Very British Vision of Détente, The United Kingdom's Foreign Policy During the Helsinki Process (1969-1975) », dans BOZO, Frédéric, REY, Marie-Pierre, LUDLOW, Piers & ROTHER, Bernd, *Visions of the End of the Cold War in Europe (1945-1990)*, New York, Berghahn Books, 2012, p. 121-134.
- DUMOULIN, André, *Histoire de la dissuasion nucléaire*, Paris, Argos, 2012.
- DUVAL, Marcel et LE BAUT, Yves, *L'Arme nucléaire française. Pourquoi et comment ?*, Paris, SPM, 1992.
- KLEIN, Jean, « La France, l'arme nucléaire et la défense de l'Europe », *Politique étrangère*, vol. 44, n° 3, 1979, p. 461-479.
- LOTH, Wilfried & SOUTOU, Georges-Henri (dir.), *The Making of Détente: Eastern and Western Europe in the Cold War (1965-1975)*, London, Routledge, 2008.
- MARESCA, John, *To Helsinki: The Conference on Security and Cooperation in Europe, 1973-1975*, London, Duke UP, 1985.
- PISAR, Samuel, *Transactions entre l'Est et l'Ouest*, préface de Valéry Giscard d'Estaing, Paris, Dunod, 1972.
- PONS, Silvio & ROMERO, Federico, « Europe Between the Superpowers, 1968-1981 », dans VARSORI, Antonio & MIGANI, Guia (dir.), *L'Europe sur la scène internationale dans les années 1970. À la découverte d'un nouveau monde*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2011, p. 85-99.
- SCHÜTZE, Walter, « Les options », *Politique étrangère*, vol. 43, n° 6, 1978, p. 693-732.
- SOUTOU, Georges-Henri, *La Guerre de Cinquante ans. Les relations Est-Ouest (1943-1990)*, Paris, Fayard, 2001.
- , « Valéry Giscard d'Estaing and his Vision of the End of the Cold War », dans BOZO, Frédéric, REY, Marie-Pierre, LUDLOW, Piers & ROTHER, Bernd (dir.), *Visions of the End of the Cold War in Europe (1945-1990)*, New York, Berghahn Books, 2012, p. 208-225.
- TATU, Michel, « Valéry Giscard d'Estaing et la détente », dans COHEN, Samy & SMOUTS, Marie-Claude, *La Politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1985.
- VÄISSE, Maurice, « Le chemin de Varsovie. La France face à l'intervention soviétique en Afghanistan (décembre 1979-juin 1980) », *Revue d'histoire diplomatique*, vol. 120, n° 2, 2006.
- , « L'historiographie française relative au nucléaire », *Revue historique des armées*, n° 262, 2011, p. 3-8.

WALLACE, William, « What Price Independence? Sovereignty and Interdependence in British Politics », *International Affairs*, vol. 62, n° 3, 1986, p. 367-389.

LES RELATIONS FRANCO-BRITANNIQUES AU FIL DU TEMPS

BELL, Philip M. H., *France and Britain (1900-1940). Entente and Estrangement*, London, Longman, 1996.

—, *France and Britain (1940-1994). The Long Separation*, London, Longman, 1997.

BONNAUD, Laurent, *France-Angleterre. Un siècle d'entente cordiale (1904-2004)*, Paris, L'Harmattan, 2004.

CHASSAIGNE, Philippe & DOCKRILL, Michael (dir.), *Anglo-French Relations, 1898-1990: From Fashoda to Jospin*, London, Palgrave Macmillan, 2002.

350 —, « L'Angleterre, ennemie héréditaire ? », *Revue historique des armées*, n° 264, 2011, p. 3-10.

COOPER-RICHET, Diana & RAPOPORT, Michel (dir.), *L'Entente cordiale. Cent ans de relations culturelles franco-britanniques (1904-2004)*, Grâne, Créaphis, 2006.

CROUZET, François, BÉDARIDA, François & JOHNSON, Douglas, *De Guillaume le Conquérant au Marché commun. Dix siècles d'histoire franco-britannique*, Paris, Albin Michel, 1979.

GAZEAU, Véronique & GENET, Jean-Philippe (dir.), *La France et les îles Britanniques : un couple impossible ?*, actes du colloque du GDR 2136, CNRS-Paris I, Caen, 20 septembre 2007, Paris, Publications de la Sorbonne, 2012.

GIBSON, Robert, *Best of Enemies. Anglo-French Relations since the Norman Conquest*, London, Sinclair-Stevenson, 1995.

LUDLOW, Piers, « Problematic partners: de Gaulle, Thatcher, and their Impact », dans JONES, Erik, MENON, Anand & WEATHERILL, Stephen (dir.), *The Oxford Handbook of the European Union*, Oxford, OUP, 2012, p. 206-218.

MAYNE, Richard, JOHNSON, Douglas & TOMBS, Robert (dir.), *Cross Channel Currents: 100 Years of the Entente Cordiale*, London, Routledge, 2004.

PASTOR-CASTRO, Rogelina & YOUNG, J. W. (dir.), *The Paris Embassy: British Ambassadors and Anglo-French Relations (1944-1979)*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2013.

VIOT, Jacques & RADICE, Giles (dir.), *L'Entente cordiale dans le siècle*, Paris, Odile Jacob, 2004.

- BUFFET, Cyril, « Une étrange histoire d'amour. Le facteur britannique dans les relations franco-allemandes, 1945-1963 », dans BAECHLER, Christian & MÜLLER, Klaus-Jurgen (dir.), *Les Tiers dans les relations franco-allemandes*, München, Oldenburg Verlag, 1996.
- CHASSAIGNE, Philippe, *Royaume-Uni/États-Unis (1945-1990). La « relation spéciale »*, Paris, Atlande, 2003.
- COGAN, Charles, *Alliés éternels, amis ombrageux. La France et les États-Unis depuis 1940*, Bruxelles, Bruylant, 1999.
- DOBSON, Alan, *Anglo-American Relations in the Twentieth Century. Of Friendship, Conflict, and the Rise and Decline of Superpowers*, London, Routledge, 1995.
- DURAND, Pierre-Michel, « Les relations Paris-Moscou et la guerre froide africaine des années 1970 », *Revue d'histoire diplomatique*, vol. 120, n° 2, 2006.
- HEUSER, Béatrice, *NATO, Britain, France, and the FRG: Nuclear Strategies and Forces for Europe (1949-2000)*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2007.
- FRANK, Robert, « Images et imaginaire dans les relations internationales depuis 1938 : problématiques et méthodes », *Les Cahiers de l'IHTP*, n° 28, « Images et imaginaire dans les relations internationales depuis 1938 », dir. FRANK, Robert & LE PULCH, Maryvonne, 1994.
- , « Français et Allemands face aux enjeux institutionnels de l'union monétaire : du plan Werner à l'euro (1970-2000) », dans BITSCH, Marie-Thérèse, *Le Couple France-Allemagne et les institutions européennes. Une postérité pour le plan Schuman*, Bruxelles, Bruylant, 2001, p. 537-558.
- , « Hans Tietmeyer et le plan Werner : le débat politique franco-allemand », dans *Le Rôle des ministères des Finances et de l'Économie dans la construction européenne (1957-1978). Actes du colloque tenu à Bercy les 26, 27 et 28 mai 1999*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2002, t. I, p. 308-314
- LARRES, Klaus & MEEHAN, Elizabeth (dir.), *Uneasy Allies: British-German Relations and European Integration since 1945*, Oxford, OUP, 2000.
- Les Cahiers Charles V*, n° 35, « Le Royaume-Uni et les États-Unis depuis 1945. Une "relation spéciale" », dir. SANDERSON, Claire, 2003.
- LUDLOW, Piers, « The End of Symbiosis: the Nixon Era and the End of Comfortable Coexistence Between European and Atlantic Integration », dans SCOTT-SMITH, Gils, AUBOURG, Valerie & BOSSUAT, Gérard (dir.), *Atlantic, Euratlantic, or Europe-America? The Atlantic Community and the European Idea From Kennedy to Nixon*, Paris, Soleb, 2011, p. 38-60.
- , « The Real Years of Europe? U.S.-West European Relations During the Ford Administration », *Journal of Cold War Studies*, vol. 15, n° 3, 2013, p. 136-161.

- Les Cahiers Charles V*, n° 35, « Le Royaume-Uni et les États-Unis depuis 1945. Une “relation spéciale” », dir. SANDERSON, Claire, 2003.
- MÉLANDRI, Pierre, *Une incertaine alliance. Les États-Unis et l'Europe (1973-1983)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1995.
- , « Une relation très spéciale : la France, les États-Unis et l'année de l'Europe, 1973-1974 », dans BERNARD, Jean-René, CARON, François, VAÏSSE, Maurice & WOIMANT, Michel (dir.), *Georges Pompidou et l'Europe*, Paris, éditions Complexe, 1995.
- et RICARD, Serge (dir.), *Les Relations franco-américaines au XX^e siècle*, Paris, L'Harmattan, 2003.
- MIARD-DELACROIX, Hélène, *Partenaires de choix ? Le chancelier Helmut Schmidt et la France (1974-1982)*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 1993.
- MORGAN, Roger & BRAY, Caroline, *Partners and Rivals in Western Europe: Britain, France and Germany*, Aldershot, Gower Publishing Company, 1986.
- NARINSKII, Mikhaïl & VAÏSSE, Maurice, *Les Crises dans les relations franco-soviétiques (1954-1991)*, Paris, Pedone, 2009.
- NOAKES, Jeremy, WENDE, Peter & WRIGHT, Jonathan (dir.), *Britain and Germany in Europe (1949-1990)*, London, German Historical Institute London/OUP, 2002.
- PÉAN, Pierre, *Affaires africaines*, Paris, Fayard, 1983.
- REY, Marie-Pierre, *La Tentation du rapprochement. France et URSS à l'heure de la détente (1964-1974)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1991.
- ROBB, Thomas, « The “Limit of What is Tolerable”: British Defence Cuts and the “Special Relationship” (1974-1976) », *Diplomacy and Statecraft*, vol. 22, n° 2, 2011, p. 321-337.
- ROMANO, Angela, *From Détente in Europe to European Détente: How the West Shaped the Helsinki CSCE*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2009.
- RÜCKER-GUITELMACHER, Katrin, *Le Triangle Paris-Bonn-Londres et le processus d'adhésion britannique au Marché commun (1969-1973). Quel rôle pour le trilatéral au sein du multilatéral ?*, thèse sous la dir. de Maurice Vaïsse et Wolfgang Krieger, IEP de Paris/ université de Marbourg, 2009.
- SCHNAPPER, Pauline, « Mythes et réalité de la relation spéciale », dans ALEXANDRE-COLLIER, Agnès (dir.), *La « Relation spéciale » Royaume-Uni/ États-Unis (1945-1990)*, Paris, Éditions du Temps, 2002, p. 37-46.
- SOKOLOFF, Georges et WILD, Gérard, « Les relations économiques de la France avec l'Est », dans COHEN, Samy & SMOUTS, Marie-Claude (dir.), *La Politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing*, Paris, Presses de Sciences politiques, 1985.
- SOUTOU, Georges-Henri, *L'Alliance incertaine. Les rapports politico-stratégiques franco-allemands*, Paris, Fayard, 1996.

- , SZABO, Stephen & WELLS, Samuel (dir.), *The Strategic Triangle*, Baltimore, Johns Hopkins UP, 2007.
- TOINET, Marie-France, « Valéry Giscard d'Estaing et les États-Unis », dans COHEN, Samy & SMOUTS, Marie-Claude (dir.), *La Politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing*, Paris, Presses de la Fondation nationale de sciences politiques, 1985.
- VÄISSE, Maurice, « Le chemin de Varsovie. La France face à l'intervention soviétique en Afghanistan (décembre 1979-juin 1980) », *Revue d'histoire diplomatique*, vol. 120, n° 2, 2006.
- WAUTHIER, Claude, *Quatre présidents et l'Afrique. De Gaulle, Pompidou, Giscard d'Estaing, Mitterrand. Quarante ans de politique africaine*, Paris, Les éditions du Seuil, 1998.
- WEINACHTER, Michèle, *Valéry Giscard d'Estaing et l'Allemagne. Le double rêve inachevé*, Paris, L'Harmattan, 2004.

SOURCES

ARCHIVES FRANÇAISES

QUAI D'ORSAY

Série Europe, sous-série Grande-Bretagne (1971-juin 1981)

- Carton 321** : défense nationale, contacts militaires de la France avec la Grande-Bretagne.
- Carton 333** : relations économiques franco-britanniques.
- Carton 362** : Europe-Grande-Bretagne : Bertrand Lacampagne, *Le Parti travailliste et le référendum sur l'Europe*, mémoire de DESS en sciences politiques, université de Paris I par, décembre 1975.
- Carton 383** : rencontre entre Valéry Giscard d'Estaing et Harold Wilson, 18-19 juillet 1974.
- Carton 384** : relations politiques France-Grande-Bretagne.
- Carton 3889** : désarmement ; nouvelle approche française du désarmement ; organisations et questions internationales.
- Carton 4084** : communautés européennes ; affaire Tindemans.
- Cartons 4117, 4118** : presse et information en Grande-Bretagne.
- Carton 4147** : organisation de la coopération politique européenne : enquête sur l'avenir de la construction européenne.
- Carton 4157** : politique extérieure des Communautés européennes : organisation de la coopération politique européenne.
- Cartons 4159, 4160** : présidence française des Communautés européennes (premier semestre 1979).
- Carton 4210** : CSCE (1977-1979).
- Carton 4417** : Grande-Bretagne : État et politique intérieure.
- Carton 4419** : Grande-Bretagne : affaires militaires, relations avec la France.
- Carton 4420** : Grande-Bretagne : affaires militaires, relations extérieures, OTAN, services de renseignements français et étrangers.
- Cartons 4431, 4432** : Grande-Bretagne, affaires économiques, situation économique.
- Carton 4433** : affaires économiques, coopération industrielle et énergétique.
- Cartons 4435, 4436** : affaires économiques, relations avec la CEE.
- Carton 4439** : politique étrangère.
- Cartons 4447-4449** : relations politiques France-Grande-Bretagne.
- Carton 4450** : relations politiques France-Grande-Bretagne, colloque de Bordeaux.

Série Europe, sous-série RFA

Carton 2988 : relations RFA – Grande-Bretagne (1976-1980).

PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Les fonds d'archives de la présidence de Valéry Giscard d'Estaing sont conservés au CARAN sous la cote 5 AG 3.

Dossiers des conseillers diplomatiques

Carton 923 : Union européenne (1974-1979).

Carton 995 : Grande-Bretagne (1974-1976).

Carton 996 : entretiens franco-britanniques (1977-1980).

Carton 997 : relations franco-britanniques (1974-1981).

356

Carton 1894 : François Polge de Combret : matières premières et relations internationales (1973-1976).

Cartons 1941-1946 : François Polge de Combret : énergie et relations internationales.

Carton 2565 : Emmanuel Rodocanachi : CEE (1978-1981).

Carton 2566 : élargissement de la CEE.

Cartons 2567-2569 : Emmanuel Rodocanachi : politique agricole commune (1978-1981).

Carton 2570 : CEE, montants compensatoires monétaires (1978-1981).

Dossiers de Jacques Wahl

Carton 815 : correspondance de l'ambassadeur Geoffroy de Courcel (1979).

Dossiers des conseillers presse et communication

Carton 3127

ARCHIVES BRITANNIQUES

THE NATIONAL ARCHIVES, KEW, LONDRES

FCO : Foreign and Commonwealth Office.

CAB : Cabinet.

PREM : *Prime Minister's Papers*.

FCO, Western European Department (WED)

FCO 05

Carton 201 : conversations franco-britanniques sur l'Afrique du Sud (1979).

FCO 28

Carton 4018 : conversations franco-britanniques sur l'URSS et l'Europe de l'Est (1980).

Carton 4058 : visite de Valéry Giscard d'Estaing à Varsovie (mai 1980).

FCO 30

Carton 2087 : relations franco-britanniques (1974).

Cartons 3482, 3841, 3842 : relations franco-britanniques, aspects communautaires (1976-1977-1978).

Cartons 4117, 4118, 4320 : relations franco-britanniques, aspects communautaires (1978-1979-1981).

Carton 4151 : visite de Valéry Giscard d'Estaing en Grande-Bretagne (19-20 novembre 1979).

Carton 3510 : visites ministérielles françaises en Grande-Bretagne (1977).

FCO 33

Cartons 2410, 2411 : relations politiques franco-britanniques (1974).

Cartons 2662-2666 : relations politiques franco-britanniques (1975).

Cartons 2872-2877 : relations politiques franco-britanniques (1976).

Cartons 2879-2887 : visite d'État de Valéry Giscard d'Estaing à Londres (1976).

Cartons 2893-2896 : visite du Premier ministre britannique en France (11-12 novembre 1976).

Cartons 3141, 3142 : Relations politiques franco-britanniques (1977).

Carton 3159 : France-Grande-Bretagne, coopération défense (1977).

Carton 3162 : collaboration nucléaire (1977).

Cartons 3453-3455 : relations politiques franco-britanniques (1978).

Carton 3465 : conversations ministérielles et sommets (1978).

Carton 3468 : coopération industrielle (1978).

Carton 3940 : visite du Premier ministre Harold Wilson en France, aspects financiers (1974).

Cartons 3938, 3939, 3957, 3958 : relations politiques franco-britanniques (1979).

Carton 3957 : visite du Premier ministre Margaret Thatcher à Paris, 5 juin 1979.

Carton 3959 : visite du ministre français des Affaires étrangères (1979).

Cartons 3963, 3964 : conversations bilatérales sur le nucléaire (1979).

Carton 5229 : réunions tripartites France – RFA – Grande-Bretagne (1981).

FCO 41

Carton 1406 : conversations politico-militaires (1974).

FCO 46

Carton 2118 : coopération sur le nucléaire (1979).

Cartons 2187, 2608 : OTAN – France – Grande-Bretagne : coopération politico-militaire (1980-1981).

Carton 2397 : réunions quadripartites (1980).

FCO 49

Cartons 627, 833, 875 : Conversations entre les Planning Staff (1976-1979).

FCO 59

Carton 1183 : visite du Premier ministre Harold Wilson en France (1974).

FCO 96

Carton 964 : Coopération nucléaire franco-britannique (1979).

358

FCO 98

Cartons 620-622 : attitude de la France envers la coopération politique et conversations avec les directeurs politiques français (1978-1979).

Cartons 337, 338 : France – Grande-Bretagne – CEE (1978).

FCO 105

Carton 463 : Afrique du Sud (1980).

Carton 507 : conversations tripartites France – Grande-Bretagne – RFA sur l'Afrique du Sud (1980).

CAB

CAB 164 / 1599 : tunnel sous la Manche.

DEFE 72 / 152 : coopération militaire : avion tactique de combat.

PREM 16

Carton 883 : préparation de la Visite d'État (janvier 1975-juin 1976).

Carton 1271 : visite d'État de Valéry Giscard d'Estaing à Londres (juin 1976).

Carton 1272 : commerce mondial (1977).

Carton 1274 : relations avec le Parti socialiste français ; entretien Callaghan-Mitterrand (1977).

Carton 1275 : visite de Raymond Barre (1977).

Carton 1650 : sommet franco-britannique de Chequers (12-13 décembre 1977).

INDEX DES NOMS

A

ATTALI, Jacques 154, 155.

B

BARRE, Raymond 23, 160.

BEAUMARCHAIS, Jacques de *voir* DELARÛE-CARON DE BEAUMARCHAIS, Jacques.

BENN, Anthony Neil Wedgwood, *dit* Tony 86, 87, 99, 214.

BILLECOCQ, Pierre 119.

BOURGES, Yvon 229.

BRAITHWAITE, Rodric Quentin 36, 73.

BRANDT, Karl Herbert Frahm, *dit* Willy 161, 228.

BRJNEV, Leonid Ilitch 279, 280, 282, 291.

BRZEZINSKI, Zbigniew Kazimierz, *dit* Zbig 35, 131.

C

CALLAGHAN, Leonard James 56, 83, 123, 228, 237, 293 ;

– secrétaire d'État 40, 56, 84, 86, 104, 122, 238, 239, 242, 280, 281, 294 ;

– Premier ministre 32, 37, 41, 42, 47, 56, 58, 61, 64, 65, 87-91, 103, 107, 110-112, 114, 116, 121, 126, 132, 133, 136, 140-143, 145, 147, 154, 155, 157-160, 162, 163, 171, 173, 174, 184, 185, 201, 209, 238, 241, 244, 258, 259, 297, 300, 309.

CARRINGTON, Peter Alexander Rupert, baron 110, 127, 128, 215, 250, 271, 282, 301.

CARTER, James Earl, *dit* Jimmy 35, 133, 135, 141, 143, 145, 147, 171, 174, 185, 222, 223, 227, 229, 230, 268, 276, 284, 285, 289, 290.

CHEYSSON, Claude 295, 296.

CHIRAC, Jacques 22, 92, 95-98, 107, 116, 146, 224.

CHURCHILL, Winston Leonard Spencer 12, 38, 108, 313.

CLAPPIER, Bernard 160.

COLES, John 27.

COT, Jean-Pierre 154.

COURCEL, Geoffrey Chodron, de 114, 115, 120.

COUVE DE MURVILLE, Maurice 25, 52.

COUZENS, Kenneth, *dit* Ken 160.

CROSLAND, Anthony 41, 51, 79, 88, 89, 94, 95, 106, 110, 112, 113, 120, 163, 193, 257.

D

DAVIGNON, Étienne 205, 207.

DEBRE, Michel 52, 95-97.

DELARÛE-CARON DE BEAUMARCHAIS, Jacques 37, 45, 46, 88, 115, 238, 273.

DELL, Edmund Emanuel 89, 206.

DENIAU, Jean-François 229.

E

EDELMAN, Maurice 118, 119.

ELISABETH II, reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne, d'Irlande, cheffe du Commonwealth 65-68, 108, 109, 118, 119, 124, 192, 310, 311.

F

FONTAINE, André 53, 56, 64.

FORD, Leslie Lynch King Jr, *dit* Gerald Rudolph 132, 169, 170, 176, 178, 222.

FRANÇOIS-PONCET, Jean 20, 21, 25, 34, 41, 42, 44, 79, 94, 97, 98, 110, 143, 257, 311.

FROMENT-MEURICE, Henri 25, 33, 160, 168, 177, 254, 278, 290, 292, 299, 300.

G

GAULLE, Charles de 51, 52, 65, 74, 77, 97, 98, 105, 108, 115, 142, 149, 153, 167, 178, 180, 192, 228, 278, 279.

GENSCHER, Hans Dietrich 152, 154.

GERGORIN, Jean-Louis 34-36.

GIRAUD, André 206, 208, 217, 218, 224, 227.

GROMYKO, Andreï Andreïevitch 279, 281, 282, 292.

GUIRINGAUD, Louis de 25, 110, 136, 288, 294, 297, 312.

H

HABERER, Jean-Yves 160.

HARGROVE, Charles 20, 22, 37, 39, 50, 61, 154.

HEATH, Edward 26, 37, 50, 81, 116, 157, 176, 224, 232, 299.

HENDERSON, Nicholas 26, 29, 37, 39, 40-45, 47, 51, 56, 58, 64-67, 73, 77-79, 88, 94, 99, 112, 113, 115, 150, 152-154, 158, 161, 164, 166, 169, 172, 177, 180, 181, 184, 193, 194, 206, 208, 209, 238, 239, 249, 254, 255, 297, 305, 311, 335.

HIBBERT, Reginald 37, 39, 45, 47, 48.

HOWELL, David Arthur Russell, baron Howell of Guildford, *dit* 215, 217, 218, 219, 221, 227.

J

JAY, Peter 172, 184.

JENKINS, Roy Harris, baron Jenkins of Hillhead, *dit* 46, 50, 64, 68, 86, 88, 89, 139-141, 147, 156, 157, 203, 205, 239, 241-245, 252, 257, 304, 305, 310, 312, 335.

JOBERT, Michel 25, 34, 170, 175, 176.

JOSEPH, Sinjohn Keith, baron 208.

K

KENNEDY, John Fitzgerald 168, 169, 177.

KISSINGER, Henry Alfred 35, 167, 170, 176, 178, 300.

KOSSYGUINE, Alekseï Nikolaïevitch 280, 282.

L

LABOULAYE, Lefebvre de Laboulaye, François, *dit* 112, 172.

LEUSSE, Bruno, baron Bruno de Leusse de Syon, *dit* de 25, 47, 286.

LEVITTE, Jean-David 23.

LIKI, Takeo 132.

M

MACMILLAN, Harold, comte de Stockton 30, 177, 192.

MCNALLY, Tom, baron 32.

MAUROY, Pierre 152-154.

MÉRY, Guy (général) 233.

PALLISER, Arthur Michael 33, 45, 107, 113, 115, 126, 163, 165, 249, 259, 273.

MITTERRAND, François 99, 153-155, 196.

MONNET, Jean 97, 236, 242.

MONORY, René 202.

MONTBRIAL, Thierry de 34, 35, 232, 233.

MORO, Aldo 132, 133.

MULLEY, Frederik William, baron, *dit* Fred 229.

N

NAZELLE, Xavier de 229.

NIXON, Richard Milhous 169, 178.

O

ORTOLI, François-Xavier 92, 139, 140, 204, 205, 253.

OWEN, David Anthony Llewellyn, baron 47, 58, 76, 77, 90, 110, 136, 154, 164, 171, 206, 229, 230, 259, 281, 297.

P

PIERRE-BROSSOLETTE, Claude 20, 21, 42, 44, 45, 52, 67, 111, 113-115, 151, 313.

POMPIDOU, Georges 22, 52, 92, 98, 118,
161, 167, 170, 178, 180, 228, 236, 253,
278, 280, 310, 311.

PONTILLON, Robert 154.

PRENTICE, Reginald Ernest Prentice,
baron, *dit* Reg 87.

PYM, Francis Leslie, Baron 250.

R

REAGAN, Ronald 185.

ROBIN, Gabriel 42, 85, 97, 98, 124, 151,
184, 268, 283, 290, 313.

ROCARD, Michel 154.

S

SAUVAGNARGUES, Jean 34, 35, 37, 46, 47,
76, 79, 90, 98, 104, 114, 120, 166, 170,
176, 177, 184, 185.

SCHMIDT, Helmut (Chancelier) 13, 50,
60-65, 68, 104, 109, 123, 128, 131,
132, 134, 135, 138, 139, 141, 143, 145,
147, 152, 153, 156, 157, 160-165, 170,
174, 239, 246, 258, 271, 294, 311, 332.

SERISE, Jean 21, 93.

SHORE, Peter David, baron Shore of
Stepney, *dit* 89.

SOAMES, Arthur Christopher John, baron
28, 38, 39, 51, 174, 229, 249.

SOUTOU, Jean-Marie 24, 25, 30, 48, 150,
165, 172, 235, 267, 332.

T

THATCHER, Margaret 31-33, 39, 50,
58-61, 65, 91, 103, 110, 135, 137, 165,
166, 182, 184, 185, 191, 196, 203, 214,
216, 219, 221, 227, 231, 247, 248,
250-252, 260, 282, 291-293, 301, 309,
310, 323, 326.

TINDEMANS, Leonard Clemence, *dit* Leo
94, 158, 246, 266.

TOMKINS, Edward Emile 37-40, 45, 53,
69, 105, 111, 161.

V

VANCE, Cyrus Roberts 172.

VARLEY, Eric Graham, baron 87, 152,
202, 206, 208.

VEDRINE, Hubert 25.

VEIL, Simone 97, 256.

W

WAHL, Jacques 47.

WALLACE, Helen Sarah, Lady Wallace of
Saltaire, *dit* 37.

WILLIAMS, Shirley Vivian Teresa Brittain,
baroness Williams of Crosby, *dit* 86.

WILSON, Harold 28, 40, 52, 53, 55, 56,
65, 84-87, 104, 111, 114, 118, 122,
132, 138, 141, 151, 162, 176, 181, 237,
239, 242, 254, 280, 294, 309.

WRIGHT, Patrick Richard Henry, baron
Wright of Richmond, *dit* 41, 164.

CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES

Image en introduction (p. 10). © Jacob Sutton/Gamma- Rapho/Getty Images

Fig. 1. © PA Archive/PA Images

Fig. 2. © Keystone/Getty Images

Fig. 3. © Rolls Press/Popperfoto / Getty Images

Fig. 4. © Gary Weaser/Getty Images

Fig. 5. © Heinrich Sanden/AFP Sources Extra

Fig. 6. © The Asahi Shimbun/Getty Images

Fig. 7. © Bettmann/Getty Images

Fig. 8. © Rolls Press/Popperfoto/Getty Images

Image de couverture (haut). © Central Press/Hulton Archive/Getty Images

Image de couverture (bas). © Jacob Sutton/Gamma- Rapho/Getty Images

Clarification des droits avec la collaboration de l'agence La Collection.

TABLE DES MATIÈRES

Abréviations et sigles.....	8
Introduction.....	11

PREMIÈRE PARTIE

LES ACTEURS

DE LA RELATION FRANCO-BRITANNIQUE

CHAPITRE I	
Centralisations et hiérarchies.....	19
CHAPITRE II	
L'Europe au cœur de la relation franco-britannique : « l'équation personnelle »	49
CHAPITRE III	
Acteurs, mentalités & opinions publiques	69
CHAPITRE IV	
Acteurs & partis politiques.....	83

DEUXIÈME PARTIE

LA RELATION FRANCO-BRITANNIQUE : FONCTIONNEMENT & MÉTHODES

CHAPITRE V	
Les structures de concertation	103
CHAPITRE VI	
Le triangle Paris-Londres-Bonn.....	149
CHAPITRE VII	
Les États-Unis dans la relation franco-britannique.....	167

TROISIÈME PARTIE

LES ENJEUX DE LA RELATION FRANCO-BRITANNIQUE

CHAPITRE VIII	
Des défis de même nature	189
CHAPITRE IX	
Quelle Europe pour la France et pour le Royaume-Uni ?	235
CHAPITRE X	
La France, le Royaume-Uni & le monde	275
Conclusion.....	303

ANNEXE 1	
Entretien avec le président Valéry Giscard d'Estaing le jeudi 20 septembre 2012	309
ANNEXE 2	
Discours de Valéry Giscard d'Estaing au Parlement le 23 juin 1976	315
ANNEXE 3	
Déclaration commune du 24 juin 1976.....	319
ANNEXE 4	
Tableau synoptique des réunions : France, Grande-Bretagne, Allemagne, CE, G7	323
ANNEXE 5	
Tableau synoptique des enjeux	325
ANNEXE 6	
Les enjeux de la relation franco-britannique dans les sommets	327
ANNEXE 7	
Entretien avec le président Valéry Giscard d'Estaing, le mercredi 22 novembre 2017	331
Bibliographie.....	337
Sources.....	355
Index des noms.....	359
Crédits photographiques.....	362
Table des matières.....	363